



# L'ÉQUIPE

## CO-DIRECTEURS

Anaïs BEHROU

Robinson CHABOT-AGNESINA

Théo GALDEANO

Lilou THIBERT

## FONDATRICE

Marine BUSSON

## RÉDACTEURS ET RÉDACTRICES

Bhuvaneshram CODANDARAMANE

Maiïli MORIN

Camille RINUCCINI

Clara BAILLY

Naomi LORENDEAU

Emma BERTHIER

Robinson CHABOT-AGNESINA

Nina LAFON

Axel DANTIN

Sarah GRUAND

Lilou THIBERT

## CONCEPTION COUVERTURE

Laura ALMEIDA



# DIPLO'DOCUS

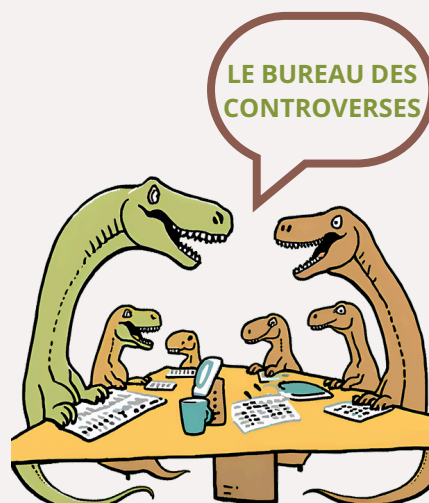
Bonjour à tous,

Vêtue de son nouveau costume, composée de fougueux rédacteurs autant brillants que soucieux de vous ravir, **La Balise Diplomatique** a à cœur de vous relater les victoires, les maux et les espoirs que notre monde gagne, subit et auxquels il aspire.

Après un premier épisode du format **Le Grand Oratoire**, la revue vous présente un nouvel épisode de son podcast **Diplo'Docus**, cette fois dans le format **Focus Balisé**. Dans ce podcast, constitué de plusieurs rubriques, ses animateurs vous proposent de revivre les discours qui ont marqué notre histoire, de débattre autour de sujets brûlants et enfin d'approfondir des questions d'actualité. Le Grand Oratoire, le Bureau des controverses ou le Focus Balisé, ces formats sauront stimuler votre curiosité.

Disponibles sur les plateformes *Spotify*, *ApplePodcast* et *Deezer*, ne manquez pas le nouvel épisode. Au cœur du trafic international de cocaïne, un trafiquant commence un long périple, depuis les plantations de coca en Colombie jusqu'aux côtes européennes, en passant par les routes sinueuses de l'Afrique de l'Ouest. Au cœur de ce commerce illicite, corruption endémique, alliances douteuses et dangers constants se croisent. De la traversée maritime sous la menace des lois internationales aux routes terrestres à travers la Mauritanie, bastion du salafisme insurrectionnel, ce voyage dévoile la réalité d'un monde clandestin.

Nous remercions **Kiara Neri**, professeur de droit public et co-directrice du centre de droit international à Lyon 3 pour son aide.



# L'EDITO DES DIRECTEURS

Chères lectrices, chers lecteurs,

En cette période estivale, La Balise Diplomatique dresse, dans ce numéro, le portrait de l'actualité internationale de juin 2025.

En Afrique, la Chine continue de s'implanter par le biais de partenariats économiques, mais aussi sécuritaires.

Au Canada, le bilan du G7 semble contrasté, à l'image du départ prématuré de Donald Trump, tandis que la « guerre des douze jours » marque un frein historique au programme nucléaire iranien.

La disparition de l'île de Gardi Sugdub, en Amérique du Sud, incarne les problématiques futures auxquelles les États vont devoir s'atteler sur le plan climatique, alors que le Costa Rica se mue en chef de file de l'action environnementale.

Quant à la guerre en Ukraine, les projets de cessez-le-feu paraissent fantaisistes tant le conflit s'intensifie.

En Europe, la Conférence des Nations Unies sur les océans, tenue à Paris, illustre la préoccupation croissante des États face au réchauffement climatique, malgré des résultats jugés insuffisants par la communauté internationale. En parallèle, l'Espagne joue le vilain petit canard de l'OTAN en s'opposant fermement à l'augmentation du budget alloué à la défense.

En Asie, une escarmouche entre la Thaïlande et le Cambodge se trouve au cœur de tensions aux conséquences diplomatico-juridiques.

Enfin, au Moyen-Orient, la population yéménite périt alors que le monde regarde ailleurs.

Entre tensions géopolitiques, enjeux climatiques et reconfigurations diplomatiques, le mois de juin 2025 reflète un monde en constante mutation. Plus que jamais, la complexité des relations internationales exige une lecture attentive, lucide et engagée.

Bonne lecture à toutes et à tous !

# MAPPE



**AMÉRIQUE DU NORD**

**EUROPE**



**AMÉRIQUE LATINE**



**AFRIQUE**

# MONDE



**EURASIE**

**INDOPACIFIQUE**

**PROCHE ET MOYEN-ORIENT**

# SOMMAIRE

<b>AFRIQUE</b> .....	7
<i>LA CHINE RENFORCE SON PARTENARIAT AVEC L'AFRIQUE : ENTRE OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES ET ENJEUX SÉCURITAIRES</i>	
<b>AMÉRIQUE DU NORD</b> .....	10
<i>LE BILAN MITIGÉ DU G7 AU CANADA : QUEL AVENIR POUR LE MULTILATÉRALISME ?</i>	
<i>NUCLÉAIRE IRANIEN : LA GUERRE DES DOUZE JOURS</i>	
<b>AMÉRIQUE LATINE</b> .....	15
<i>L'ÎLE DE GARDI SUGDUB ET LES PREMIERS RÉFUGIÉS CLIMATIQUES D'AMÉRIQUE DU SUD</i>	
<i>LE COSTA RICA, LEADER MONDIAL DE L'ACTION ENVIRONNEMENTALE</i>	
<i>MUTATION DE LA VIOLENCE POLITIQUE EN COLOMBIE, CRIMINALITÉ ORGANISÉE ET FRAGILITÉ INSTITUTIONNELLE</i>	
<b>EURASIE</b> .....	23
<i>COUP D'ÉCLAT UKRAINIEN ET INTENSIFICATION RUSSE : L'ESCALADE TECHNIQUE ET MILITAIRE DU CONFLIT</i>	
<b>EUROPE</b> .....	25
<i>UNOC 2025 : L'AVENIR DES OCÉANS</i>	
<i>L'ESPAGNE DIT NON À L'OTAN</i>	
<b>INDOPACIFIQUE</b> .....	30
<i>LA THAÏLANDE AU CŒUR D'UNE CRISE POLITIQUE AGGRAVÉE PAR LES TENSIONS AVEC LE CAMBODGE</i>	
<b>PROCHE ET MOYEN ORIENT</b> .....	32
<i>AU-DELÀ DE LA LUTTE DES HOUSHIS, UNE POPULATION YÉMÉNITE QUI PÉRIT SILENCIEUSEMENT ?</i>	

## LA CHINE RENFORCE SON PARTENARIAT AVEC L'AFRIQUE : ENTRE OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES ET ENJEUX SÉCURITAIRES

*Bhuvaneshram CODANDARAMANE*

Pékin prend le contre-pied de Washington en annonçant la suppression des droits de douane pour la quasi-totalité des produits africains, tandis que son influence sécuritaire sur le continent ne cesse de croître, suscitant à la fois espoir et inquiétude. Alors que les États-Unis adoptent une posture nationaliste et menacent d'augmenter les droits de douane, la Chine, premier partenaire commercial du continent africain, affirme sa volonté de renforcer ses liens économiques et sécuritaires avec ses homologues africains.

### UN COUP DE POUCE ÉCONOMIQUE AVEC LA SUPPRESSION DES DROITS DE DOUANE

Lors d'une récente réunion de coopération sino-africaine, Pékin a annoncé être prêt à abandonner les droits de douane sur les produits en provenance de 53 pays africains, à l'exception notable du Swaziland, qui reconnaît l'indépendance de Taïwan. Cette mesure, qui n'a pas encore de date d'entrée en vigueur précise, constitue une extension d'un accord précédent conclu lors du sommet Chine-Afrique (FOCAC) de septembre 2024, où 33 pays africains bénéficiaient déjà d'une suspension des barrières douanières.

Cette décision intervient dans un contexte de forte croissance des échanges bilatéraux. La Chine est le premier partenaire commercial de l'Afrique depuis une quinzaine d'années, avec des échanges qui ont atteint 295,5 milliards de dollars en 2024, soit une progression de 6,1 % par rapport à l'année précédente. En 2023, l'Afrique a exporté pour environ 170 milliards de dollars de marchandises vers la Chine. Cependant, la balance commerciale penche en faveur de Pékin, qui a enregistré un excédent de 62 milliards de dollars en 2024. Des experts comme Hannah Ryder, fondatrice de Development Reimagined, estiment que cette initiative chinoise pourrait contribuer à équilibrer les échanges si les exportations africaines augmentent de manière équivalente.

Cette initiative est perçue comme une réponse directe à la décision américaine d'augmenter considérablement les droits de douane sur les produits importés. Toutefois, l'universitaire burundais David Gakunzi met en garde contre le risque que ce projet, présenté comme stimulant les économies africaines, ne maintienne le continent dans un rôle de dépendance économique. En effet, il n'inciterait pas les pays à transformer leurs matières premières et à créer de la richesse localement. Les principaux partenaires africains de la Chine étant l'Afrique du Sud, le Nigeria, l'Égypte, ainsi que des pays miniers comme la RDC et la Guinée.

## L'ÉLARGISSEMENT DES ENGAGEMENTS SÉCURITAIRES DE PÉKIN

Parallèlement à son influence économique, la Chine renforce considérablement ses engagements en matière de sécurité en Afrique, dans le cadre de ses objectifs géostratégiques mondiaux. Le plan d'action du FOCAC 2025-2027 se distingue par un nombre record d'engagements sécuritaires. Alors qu'en l'an 2000, la Chine détenait moins de 5 % des stocks d'armes en Afrique et formait moins de 200 officiers africains, elle forme aujourd'hui environ 2 000 officiers africains par an et est devenue l'un des principaux fournisseurs d'armes du continent, avec environ 70 % des pays africains utilisant des véhicules blindés chinois.

Les entraînements conjoints avec les forces africaines, qui ont gagné en ampleur et en sophistication, se sont multipliés, incluant les plus grands déploiements chinois de forces terrestres, navales et aériennes en Afrique, comme les exercices Tanzanie-Chine-Mozambique en août 2024 et les entraînements aériens Chine-Égypte en mai 2025. Ces engagements sont guidés par le concept de sécurité globale de la Chine qui lie la sécurité nationale à la sécurité du Parti communiste chinois (PCC) et de l'État. Cette approche vise à renforcer le soutien politique aux partis au pouvoir africains, à promouvoir les normes de sécurité du PCC et à obtenir le soutien de l'Afrique pour les ambitions géopolitiques de la Chine.

La Chine développe une stratégie différenciée d'aide à la sécurité, avec des liens étroits souvent établis avec les partis des mouvements de libération qui monopolisent le pouvoir depuis l'indépendance. Comme par exemple en Tanzanie, où l'armée est fortement inspirée par le modèle chinois. Des partenaires non traditionnels comme le Sénégal et le Kenya ont également vu leurs liens militaires se renforcer considérablement avec la Chine. Le Sénégal, par exemple, a vu sa coopération militaire avec la Chine se régulariser et est devenu en 2017 le premier pays d'Afrique de l'Ouest à rejoindre l'initiative chinoise « One Belt One Road ». Le Kenya, traditionnellement lié au Royaume-Uni et aux États-Unis, a vu la part des armes chinoises dans son arsenal passer de moins de 3 % en 1990 à 50 % en 2018.

En échange de cette aide sécuritaire, de nombreux pays africains, dont le Kenya, ont contribué à faire avancer les ambitions géopolitiques de la Chine, votant en faveur de ses positions mondiales et soutenant ses initiatives. Une quarantaine de pays africains ont des accords avec les agences chinoises de sécurité publique, incluant des formations pour environ 2 000 policiers et membres des forces de l'ordre africains entre 2018 et 2021.

## PERCEPTIONS ET DÉFIS DE CETTE COLLABORATION CROISSANTE

Les engagements sécuritaires de la Chine trouvent un écho favorable auprès des gouvernements africains. Pékin fournit des armes à des prix compétitifs, impose des restrictions à l'exportation moins contraignantes et accorde des prêts aux conditions plus souples que celles des partenaires occidentaux. Certains y voient un moyen de renforcer la sécurité de leur régime. Par ailleurs, de plus en plus de pays africains collaborent avec la Chine pour développer leurs propres industries militaires, comme l'Algérie produisant des corvettes chinoises ou l'Ouganda fabriquant des drones avec NORINCO.

Cependant, cette multiplication des engagements sécuritaires n'est pas sans problèmes. Des armes chinoises sont parfois tombées entre les mains de militants dans des zones de conflit (Mali, Darfour, Soudan du Sud, RDC). Des armes et équipements de surveillance chinois ont également été utilisés par certains gouvernements africains pour réprimer leurs opposants politiques. Les défenseurs de la démocratie, la société civile et les médias africains ne partagent généralement pas l'enthousiasme de leurs gouvernements, critiquant l'abus généralisé des systèmes chinois de police et de surveillance de masse et la stratégie centrée sur le régime qui renforce les pratiques autoritaires.

## LE BILAN MITIGÉ DU G7 AU CANADA : QUEL AVENIR POUR LE MULTILATÉRALISME ?

*Maili MORIN*

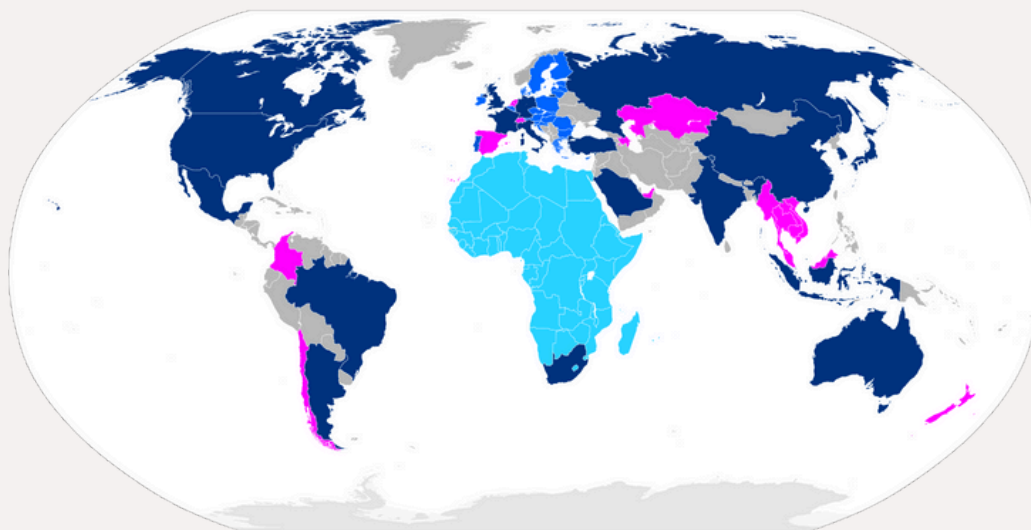
C'est dans un climat mondial plus que tendu que les dirigeants des sept premières économies occidentales ainsi que l'Union européenne se réunissaient dès le 15 juin à Kananaskis au Canada, pour le 50e sommet annuel du G7. Ce dernier s'est clôturé sans aboutir à un accord majeur, les négociations ayant été mises à rude épreuve par le départ anticipé de Donald Trump.

### ORIGINES ET TRAJECTOIRES FACE AUX DÉFIS MONDIAUX

Rappelons le, le G7 est avant tout un groupe de discussion et de partenariat économique, réunissant chaque année les chefs d'État et de gouvernement de sept des pays les plus industrialisés du monde, dont la France, les Etats-Unis, le Canada, le Japon, le Royaume-Uni, l'Italie et l'Allemagne. L'Union européenne y est également représentée par le président du Conseil européen, António Costa, et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. De plus, ne disposant ni d'un statut juridique formel ni d'un secrétariat permanent, le G7 voit sa présidence assurée chaque année par l'un de ses membres, chargé de garantir, en principe, un espace de dialogue franc et direct entre les sept puissances.

Animé par un esprit de concertation, le G7 s'inscrit dans une dynamique historique initiée par la France à la suite du premier choc pétrolier. Créé alors dans un contexte économique et géopolitique complexe, le premier sommet s'est tenu en 1975 réunissant six pays. Le Canada a rejoint le groupe l'année suivante, suivi de la Commission européenne en 1977. La Russie en a également fait partie de 1998 à 2014, date à laquelle elle a été exclue en raison de l'annexion de la Crimée, transformant de nouveau le G8 en G7.

À l'origine, le G7 avait pour ambition d'être une enceinte de coordination des politiques économiques et financières de ses membres. Au fil du temps, il s'est élargi à d'autres enjeux globaux, devenant un espace de concertation et participant à la mise en place d'un cadre collectif pour une meilleure régulation de la mondialisation. Cette évolution a conduit, en 1999, à la création du G20, qui est devenu le principal forum de coopération économique internationale grâce à sa plus grande représentativité, en intégrant les économies émergentes. Ainsi, en plus des membres du G7, on retrouve au sein du forum des pays comme l'Afrique du Sud, l'Arabie Saoudite, l'Argentine, l'Australie, le Brésil, la Chine, la Corée du Sud, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique, la Russie, la Turquie, ainsi que l'Union africaine depuis 2023.



Aujourd'hui, tout en maintenant son engagement pour la coopération économique, le G7 est devenu une enceinte de concertation afin d'apporter des réponses communes aux grands enjeux mondiaux comme la paix, la sécurité, la lutte contre le terrorisme, le changement climatique... Ce groupe parvient alors à faire progresser les réponses multilatérales face aux crises. Grâce à son soutien, des avancées concrètes ont été permises, comme la création du Groupe d'action financière (GAFI) qui lutte mondialement contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, ou le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Toutefois, malgré l'adoption d'actions fortes lors des derniers sommets, les tensions et les inquiétudes persistent quant à la cohésion et au dialogue au sein de ce groupe, face aux positions controversées de certains membres, notamment des Etats-Unis sous la présidence de Donald Trump. En effet, en 2018, lors du sommet du G7 tenu au Québec, le Canada avait déjà été le théâtre de vives discordes, à tel point que Donald Trump s'était retiré précipitamment, profitant de l'occasion pour réaffirmer son mépris envers le Premier ministre canadien Justin Trudeau. Cette rencontre a marqué le début d'une série de divisions qui se sont accentuées avec les nouvelles revendications du président américain depuis son retour à la Maison Blanche en janvier 2025.

## DES AVANCÉES LIMITÉES DANS UN CLIMAT INTERNATIONAL TENDU

À l'occasion de ce 50e sommet du G7, événement pourtant historique, l'attention était plutôt focalisée sur le contexte complexe dans lequel ce dernier s'inscrivait, entre tensions internationales et multiplication des conflits. En effet, les discussions ont été largement influencées par la guerre en Ukraine, ainsi que la situation critique au Proche-Orient face à l'escalade militaire entre Israël et l'Iran, provoquant alors le départ précipité du président américain, plus que commenté, éclipsant alors en partie les véritables enjeux du sommet.



Par ailleurs, la guerre commerciale, les droits de douane américains et les revendications de Donald Trump sur le Canada ont constitué des points majeurs lors des discussions. En effet, les prises de position de la présidente de la Commission européenne avant même que le sommet débute en témoignent. Cette dernière avait déclaré que cette rencontre serait « définie à la fois par la géoéconomie et la géopolitique », et qu'il était nécessaire de « rétablir un sentiment de stabilité et prévisibilité » entre les partenaires du G7. Au-delà de ses recommandations pour le bon déroulement de ce sommet, Ursula von der Leyen en a aussi profité pour alerter sur un « nouveau choc chinois » et accuse Pékin d'avoir développé un « modèle de domination, de dépendance et de chantage » vis-à-vis de ses partenaires commerciaux. Pour contrer la domination chinoise sur les terres rares notamment, elle propose de recourir à un « réseau alternatif de fournisseurs de confiance » qui nécessite alors une réponse unie et commune des membres du G7. La cheffe de l'exécutif européen est allée encore plus loin en déclarant que la source du « plus grand problème collectif » du système commercial mondial trouvait son origine dans l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce en 2001. Des déclarations qui ont alors esquissé le tableau des futurs échanges entre les nations.

Outre ces dénonciations économiques, comme à son habitude, le G7 accueillait d'autres dirigeants notamment l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud, la Corée du Sud, l'Australie, le Mexique, les Émirats arabes unis et évidemment l'Ukraine. En effet, le président Volodymyr Zelensky était présent lors d'une session, il était convenu qu'il devait rencontrer Donald Trump, une entrevue finalement annulée face au départ précipité du président américain. Malgré cela, les six autres dirigeants ont assuré leur soutien continu à l'Ukraine, bien qu'il n'y ait pas eu de condamnation commune de l'invasion russe, à la différence des années précédentes. Certains ont estimé que cette absence de déclaration était d'origine américaine, étant donné que Washington affirme œuvrer pour des négociations. Néanmoins, le Canada a annoncé un nouveau plan d'aide de 1,27 milliard d'euros à Kiev, destiné principalement aux drones et aux véhicules blindés. Ainsi, les conclusions principales de ce sommet du G7, bien que peu discutées dans la presse face à la situation internationale, ont été principalement de réaffirmer la lutte contre les politiques de « non-marché » qui pourraient mettre en péril l'accès mondial aux minerais essentiels, ou encore de s'engager pour limiter les effets négatifs de l'IA sur l'emploi et l'environnement. Bien qu'il n'y ait eu aucune avancée majeure sur les grandes questions mondiales, les dirigeants ont tout de même appelé à la désescalade entre Israël et l'Iran et ont convenu unanimement que l'Iran ne devait pas obtenir l'arme nucléaire.

## QUEL FUTUR POUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE ?

Depuis plusieurs années, le multilatéralisme est remis en question face au retour de la compétition entre puissances, mais aussi attaqué sur plusieurs fronts, à tel point que de nombreux auteurs, comme Bertrand Badie, parlaient déjà d'une crise du multilatéralisme, et ce bien avant la crise du Covid 19. En effet, la pandémie n'a fait qu'alimenter une réalité déjà amorcée par l'avènement des BRICS qui remettent en cause le multilatéralisme occidental. Un sommet comme le G7 est alors perçu comme un moyen d'imposer le carcan néolibéral, avec des directives décidées par les grandes puissances, imposées par la suite à tous dans le système économique international. Nils Andersson, analyste politique, qualifie en 2011 cette situation d'une « illustration de recul de la démocratie dans chaque espace national mais aussi à l'échelle du monde », où les sommets symbolisent la domination des grandes puissances, en dénonçant une forme d'entre-soi. Bien que le G20 permet une forme d'ouverture et d'inclusion aux économies émergentes, nombreux sont ceux à mettre en lumière la sous-représentation de l'Afrique.



Une autre critique majeure émise à l'égard de ces sommets est le manque de résultats concrets, avec des déclarations finales dépourvues d'obligations juridiques, contribuant à la critique du multilatéralisme. Ainsi, la sortie des États-Unis de plusieurs accords internationaux, comme l'accord de Paris, ou le retrait de l'UNESCO, ou encore les nombreuses critiques adressées par Donald Trump à l'encontre de l'OTAN et de l'engagement de ses alliés, n'ont fait que renforcer la remise en question des cadres de coopération internationale. Hostile à la logique multilatérale et favorisant les rencontres bilatérales, le président américain a continué d'ébranler les fondements de la coopération internationale.

Dans ce contexte, le sommet annuel de l'OTAN des 24 et 25 juin à La Haye, a contraint les États membres à revoir leur positionnement. Ces derniers, soucieux de maintenir l'attention et l'implication des États-Unis, ont fini par céder aux exigences récurrentes de Donald Trump, à savoir l'augmentation de leurs dépenses de défense à 5% du PIB d'ici dix ans. Ainsi, si la rencontre du G7 s'est soldée par un succès limité, celle de l'OTAN a, en revanche, été plus concluante avec une nette réussite diplomatique pour le président américain, parvenu à imposer ses priorités en jouant sur la crainte d'un désengagement américain et en entretenant le doute sur la fiabilité de la protection et de la coopération qu'offre Washington à ses alliés.

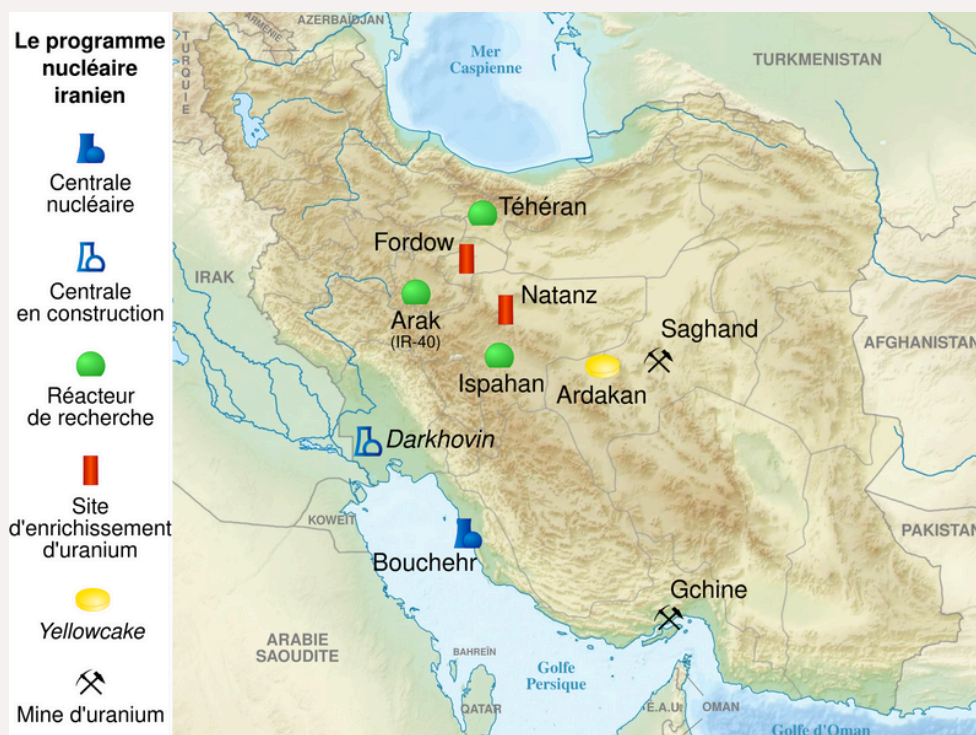
## NUCLÉAIRE IRANIEN : LA GUERRE DES DOUZE JOURS

Camille RINUCCINI

Les efforts diplomatiques d'avril dernier entre Téhéran et Washington pour traiter de la menace nucléaire iranienne ont freiné les ambitions militaires de Tel-Aviv. Israël ne pouvait, en effet, assouvir ses velléités destructrices sans l'aide des États-Unis, les seuls détenant une bombe capable d'atteindre les installations souterraines du site de Fordo, construit en violation des résolutions de l'ONU. Ces pourparlers diplomatiques n'auront toutefois pas permis d'éviter une escalade militaire.

### L'OPÉRATION « RISING LION » ET SES REPRÉSAILLES

Le 13 juin dernier, Israël lance l'opération *Rising Lion* contre l'Iran, d'une ampleur sans précédent, dans l'optique de « faire disparaître la double menace existentielle » que représentent pour Israël le programme nucléaire iranien et ses missiles balistiques. Ces tirs ont éliminé une vingtaine de commandants de l'appareil de sécurité du régime iranien, dont des commandants des Gardiens de la Révolution, ainsi que plusieurs scientifiques et experts du nucléaire. Le lendemain, les tirs de représailles de la République Islamique d'Iran ont en partie été interceptés par le Dôme de fer, tandis que l'Etat Hébreu a ciblé la capitale iranienne.



### L'INTERVENTION DE WASHINGTON

En parallèle de cette escalade ponctuée de plusieurs salves d'attaques, la réaction des États-Unis se faisait attendre. Ces derniers ont finalement bombardé, dans la nuit de samedi 21 au dimanche 22 juin, trois des principaux sites nucléaires iraniens ; Ispahan, Natanz et Fordo.

Si l'Iran a d'abord riposté en tirant 14 missiles balistiques sur la base américaine d'Al-Udeid au Qatar, bien que les tirs aient été interceptés et n'aient causé aucune victime, la capitulation s'est faite sans surprise. En effet, l'Iran n'est pas de taille dans une guerre ouverte contre les Etats-Unis. Le message était ainsi politique, souligne Pierre Haski pour France Inter : « *en faisant savoir par avance au Qatar, et donc aux Américains, que leur base située près de Doha allait être visée [...], le but n'était pas de détruire la base ou d'en tuer les occupants [...] mais bien d'indiquer que l'Iran ne cherchait pas l'escalade avec les Américains* ».

Donald Trump annonçait alors, le 24 juin, un cessez-le-feu entre Israël et l'Iran, véritable coup de théâtre supplémentaire alors que les échanges de missiles n'avaient pas encore cessé. Cette surprise militaire est avant tout stratégique pour son parti. À un an et demi des élections de mi-mandat, et afin d'éviter le risque de froisser son électorat en agissant à l'encontre de ses engagements pacificateurs, Trump a présenté le bombardement comme un acte unique, et non comme le début d'une guerre.

Ce cessez-le-feu permet aux trois parties de sortir la tête haute, thèse défendue par le directeur iranien de l'International Crisis Group, Ali Vaez. Le magnat américain pourra insister sur la fermeté dont il a fait preuve à l'égard de l'Iran contrairement à ses prédécesseurs. En parallèle, il réalise un tour de force en répondant aux demandes de son allié israélien qui estime avoir affaibli son adversaire iranien, tout en prenant de court Benjamin Netanyahu et sa logique jusqu'au-boutiste. Enfin l'Iran peut dire qu'il a survécu aux attaques et réussi à riposter à des puissances militaires supérieures. Il n'y aurait ainsi ni véritable perdant, ni gagnant.

## LA SURVIE DU PROGRAMME NUCLÉAIRE IRANIEN...

La destruction totale des installations de Fordo n'a pas encore été formellement confirmée. Bien que les centrifugeuses ont été fortement endommagées, il est possible que Téhéran ait réussi à sécuriser environ 400 kilos d'uranium enrichi à 60%. Ces 400 kilos deviennent un défi urgent d'après-guerre pour Tel-Aviv et Washington dont des sources affirment connaître l'emplacement. Des efforts diplomatiques entre l'Iran et les Etats-Unis ne sont peut-être pas à exclure pour discuter de l'avenir de ce qu'il reste du programme nucléaire iranien, mais semblent peu prometteurs au vu de l'effet des derniers cycles de pourparlers.

## ...ET CELLE DU RÉGIME DES MOLLAHS

Le 22 juin, Trump menaçait le guide suprême Ali Khamenei d'un possible assassinat, appelant ouvertement à un changement de régime en Iran, souhaité par Israël. À l'issue de cet épisode, l'Iran a finalement acté sa défaite mais a pour l'instant assuré la survie de son régime. Bien que la campagne militaire visant les Gardiens de la Révolution, a immiscé le doute au sein de la population face à l'appareil répressif iranien endommagé. Celui-ci reste persistant. Au contraire d'un soulèvement de masse, aucun signe de protestation significative n'a encore été observé contre les autorités. La répression sécuritaire s'est même intensifiée, avec l'arrestation de 705 personnes entre le début de la guerre et le 26 juin, selon l'organisation iranienne des droits de l'homme.

Il n'en reste que cette guerre singulière au Moyen-Orient a souligné le pouvoir de paix et de guerre du Président américain : l'imprévisibilité de ce dernier, souligne Le Monde, « *aussi bien pour les alliés de son pays que pour ses adversaires, lui permet en permanence de dicter le récit du moment en attendant que la réalité s'y conforme, ou pas* ».

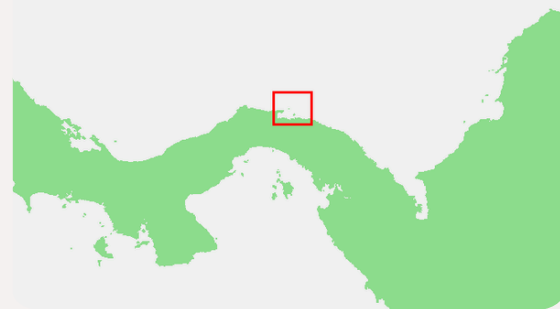
## L'ÎLE DE GARDI SUGDUB ET LES PREMIERS RÉFUGIÉS CLIMATIQUES D'AMÉRIQUE DU SUD

Clara BAILLY

### LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ENTRAÎNE LA DISPARITION D'UN ETAT INSULAIRE

Les pays situés dans la mer des Caraïbes font partie des grandes victimes du réchauffement climatique, en première ligne face à la montée des eaux et les événements météorologiques extrêmes. C'est le cas de l'île de Gardi Sugdub qui fait partie de l'archipel de San Blas au large des côtes panaméennes. Cet archipel est constitué de 365 îles dont environ 40 sont habitées par les Guna depuis plus d'un siècle et demi.

Le fait qu'un État insulaire soit voué à disparaître à cause de la montée du niveau des mers, forçant sa population à se déplacer et rejoindre le continent, constitue une situation inédite en Amérique latine. Steve Paton, scientifique à l'Institut de recherche tropicale Smithsonian de Panama, estime qu'il est « presque certain » que la plupart des îles de l'archipel, sinon toutes, seront, à terme, submergées.



Le gouvernement du Panama a identifié plus de 60 communautés côtières susceptibles de subir les menaces de la montée de la mer, d'ici à 2050. La température globale de la planète se réchauffe, les glaciers comme les calottes glaciaires fondent et l'eau de mer se dilate sous l'effet de ce réchauffement entraînant ainsi la montée du niveau des mers qui met en péril nombre d'Etats insulaires.

Chaque année déjà, Gardi Sugdub devait faire face aux tempêtes et inondations. Malgré plusieurs tentatives pour réduire l'ampleur des dégâts, les habitants ont dû se rendre à l'évidence. Voilà maintenant vingt ans que le gouvernement autonome de cette région avait envisagé de devoir évacuer l'île. L'Etat connaissait déjà des problèmes au niveau de l'accès au logement et à l'eau potable du fait de sa surpopulation. Environ 1200 habitants peuplaient cette île de seulement 400 mètres de long et 150 mètres de large.

### UN AN APRÈS L'ÉVACUATION DES HABITANTS, QUEL EST LE BILAN ?

Face à l'urgence, le gouvernement panaméen a décidé en juin 2024 de faire évacuer les Guna de leur île afin qu'ils puissent se réinstaller sur le continent. La communauté d'Isber yala et ses quelque 300 maisons a donc vu le jour, située à seulement quinze minutes de bateau, et cinq minutes de voiture, de Gardi Sugdub.

Isber Yala Isber Yala a été construite avec 15 millions de dollars américain du gouvernement panaméen et un financement supplémentaire de la Banque interaméricaine de développement. Une école y a été construite, celle de l'île n'existant plus. Elle est équipée d'ordinateurs, de terrains de sport et d'une bibliothèque. Il n'y a pas encore d'hôpital, ce dernier étant pour le moment resté sur l'île.

La communauté accueille aujourd'hui environ 1000 personnes, certains ayant fait le choix de rester sur leurs terres natales. Magdalena, une nouvelle habitante relogée, affirme que les conditions à Isber Yala sont meilleures que sur l'île, où ils n'avaient que quatre heures d'électricité par jour et devaient aller chercher de l'eau potable par bateau. Il reste au gouvernement panaméen à agrandir Isber Yala afin qu'elle puisse à terme accueillir tous les natifs de Gardi Sugdub.

Une étude du ministère de l'Environnement du Panama a révélé que d'ici 2050, le pays perdra plus de 2% de son territoire côtier. Pour déplacer les quelque 38 000 habitants confrontés à la montée des eaux, le pays devra déboursier plus de 1,2 milliard de dollars. L'exemple des habitants de Gardi Sugdub sera sans aucun doute suivi par les prochaines générations. La manière dont ils ont su faire face à cette situation chaotique est des plus inspirantes. L'enjeu pour eux est de ne pas perdre leur identité, préserver à tout prix leur culture dans ce nouvel environnement. Certains récalcitrants ne souhaitent pas quitter leur terre. C'est le cas de M. Delfino qui affirme : « *Les gens qui perdent leur tradition perdent leur âme. L'essence de notre culture se trouve dans les îles. Si l'île sombre, je sombrerai avec elle* ».



## « RÉFUGIÉ CLIMATIQUE », UNE NOTION QUI FAIT DÉBAT

L'expression de « réfugié climatique » désigne une personne contrainte de se déplacer à cause du réchauffement climatique. Un rapport du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) de 1985 définit ces derniers comme des personnes forcées de quitter leur habitat de façon temporaire ou permanente, en raison d'une rupture environnementale (d'origine naturelle ou humaine) mettant en péril leur existence ou affectant sérieusement leur qualité de vie. Les régions les plus à risque sont l'Afrique subsaharienne du fait des sécheresses, l'Asie du Sud et du Sud-Est exposée aux typhons et tsunamis ou encore les Etats insulaires face à la montée du niveau des mers comme l'île de Gardi Sugdub.

Cependant, il est important de rappeler que la notion de « réfugié climatique » n'est pas reconnue par le droit international, elle n'a aucun fondement juridique. On peut même parler d'abus de langage puisque le terme réfugié ne s'applique pour le moment qu'aux personnes remplissant les conditions énoncées par la Convention de Genève de 1951. En effet, les catastrophes climatiques ne figurent pas parmi les liste des persécutions qui justifient une protection internationale. Pour obtenir le statut de réfugié, il faut avoir quitté son pays d'origine ; or la majorité des migrations climatiques sont aujourd'hui des déplacements internes. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) préfère ainsi parler de « *personnes déplacées par les catastrophes naturelles et le changement climatique* ».

En avril 2024, l'ONU avait tout de même inauguré un fonds pour soutenir les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays suite au réchauffement climatique. Cette initiative avait pour objectif de lever 100 millions de dollars d'ici fin 2025. Dans un communiqué, l'agence de l'ONU pour les réfugiés (HCR) explique que « *Les effets du changement climatique sont de plus en plus dévastateurs, exacerbant les conflits, réduisant à néant les moyens de subsistance et, en fin de compte, provoquant des déplacements de population* ».

La situation mondiale face au réchauffement reste donc très inquiétante, l'évènement de Gardi Sugdub est loin d'être un cas isolé. Selon des prévisions du National Ocean Service, aux États-Unis, le niveau de la mer des Caraïbes devrait augmenter de 28 centimètres d'ici à 2050. Les pays industriels sont les plus à blâmer de cette catastrophe mais ce sont pourtant ceux qui restent dans l'inertie et en pâtissent des archipels comme celui de Guna Yala, il est encore temps d'agir.



## LE COSTA RICA, LEADER MONDIAL DE L'ACTION ENVIRONNEMENTALE

Naomi LORENDEAU

« Que notre engagement soit aussi vaste que l'Océan qui nous nourrit ! » - Rodrigo Chaves Robles, Président du Costa Rica

Après New York (2017) et Lisbonne (2022), c'était au tour de Nice d'accueillir la Conférence des Nations unies sur l'Océan, au début du mois de juin. Co-organisé avec le Costa Rica, ce sommet fut l'occasion de souligner les efforts conséquents du pays d'Amérique centrale, dont la protection de l'environnement et des écosystèmes est au cœur des préoccupations du gouvernement.

### UNE BIODIVERSITÉ MENACÉE.

Après la Seconde Guerre mondiale, la production agricole et les exploitations forestières nourrissent la déforestation. Les grandes multinationales, comme la United Fruit Company aux États-Unis, exploitent les terres costaricaines pour leurs plantations de bananes, responsables de 20% de la déforestation chaque année, mais aussi de café, de canne à sucre, de palmiers, et d'ananas. Le pays est également devenu le plus grand producteur de viande bovine d'Amérique centrale et fournisseur des chaînes de fast-food des États-Unis. À la fin des années 1980, la déforestation au Costa Rica menaçait d'arriver à un point de non-retour, alors qu'elle affichait le plus haut taux au monde. Ainsi, dès 1994, la Constitution prévoit « l'accès à un environnement sain et à une écologie équilibrée ». Une stratégie nationale efficace et fédératrice voit le jour dans les années suivantes.



### UNE STRATÉGIE NATIONALE QUI PORTE SES FRUITS

En 1997, le gouvernement met en place le Paiement des Services pour l'Environnement (PSE), un programme qui consiste à rémunérer les propriétaires qui préservent leurs terres. Les agriculteurs sont payés pour quatre actions environnementales : la séquestration du carbone, la protection de la biodiversité, la régulation de l'eau et la beauté des paysages.

Ce programme a permis de protéger les forêts primaires et les forêts secondaires de se développer, offrant un abri à plus de 500 000 plantes et espèces animales, dont le crocodile, le jaguar et le puma. Les sols, au travers de l'agriculture et de l'élevage, sont devenus des puits de carbone, en adéquation avec la volonté du pays d'atteindre la neutralité carbone en 2021. Des parcs nationaux et des réserves privées ont été créés, et aujourd'hui, 60% du territoire du Costa Rica sont recouverts de forêts.

En outre, le PSE a réduit la pauvreté en milieu rural et amélioré les conditions de vie des communautés autochtones, en apportant une aide financière à plus de 18 000 familles, dont 19 groupes natifs. Par ailleurs, ces populations, en particulier les femmes, ont été force de proposition lors de l'adaptation du PSE, faisant de la reforestation une caisse de résonance pour l'écoféminisme. Des ONG ont également vu le jour, et luttent activement pour la préservation de la biodiversité.

Le Costa Rica devient alors le premier pays tropical au monde à inverser son processus de déforestation, obtenant en 2019 le prix Champion de la Terre, la plus haute distinction environnementale des Nations unies.



## L'ÉCOTOURISME : VERS UN TOURISME RESPONSABLE

Le Costa Rica est devenu la première destination éco-touristique au monde, mettant en lumière un tourisme solidaire et rural qui promeut la préservation de l'environnement. Ainsi, les séjours en communauté, les volontariats et les activités avec peu d'impact environnemental (randonnée, vélo...) sont largement mis en avant lorsqu'on cherche à se rendre au Costa Rica. S'il apporte un bénéfice économique local non négligeable, il s'accompagne aussi de règles et d'une surveillance stricte. Pourtant, le greenwashing reste une pratique courante, en particulier dans ce petit pays d'Amérique centrale. En effet, certains prestataires se donnent une belle image, mais ne respectent pas en réalité les points essentiels, à l'image des grandes chaînes d'hôtels qui fleurissent le long du Pacifique, dans le Guanacaste. Le Costa Rica concentre davantage ses efforts sur le plan environnemental, notamment avec la création de parcs et la reforestation, à défaut des plans sociaux-économiques. Certaines destinations sur place suivent donc une logique de tourisme de masse, en contradiction du tourisme durable.

Si le pays de l'or vert attire plus de 2 millions de touristes et bon nombre de scientifiques chaque année, les efforts sont à poursuivre et doivent servir d'exemple à la communauté internationale, comme ce fut le cas lors du sommet sur l'Océan, en juin 2025.

## MUTATION DE LA VIOLENCE POLITIQUE EN COLOMBIE, CRIMINALITÉ ORGANISÉE ET FRAGILITÉ INSTITUTIONNELLE

*Emma BERTHIER*

Le samedi 7 juin 2025, Miguel Uribe Turbay, sénateur conservateur et candidat à la présidentielle 2026 pour la principale formation de droite du pays, a été la cible d'un attentat lors d'un rassemblement avec ses partisans dans un quartier de Bogotá. Touché par deux balles à la tête tirées à bout portant, puis transporté d'urgence à une clinique de la ville, Miguel Uribe a subi une intervention chirurgicale d'urgence, dont le succès a été confirmé par les autorités locales, il aura néanmoins besoin d'une longue période pour se remettre complètement de ses blessures.

Dès le lendemain, le président Gustavo Petro a condamné « catégoriquement et énergiquement » l'attentat, qu'il a qualifié d'attaque contre « la démocratie, la liberté de pensée et l'exercice légitime de la politique en Colombie ». Très vite, le gouvernement a également signalé une anomalie inquiétante à savoir une réduction « inexplicable » du dispositif de sécurité du sénateur le jour de l'attentat, une enquête à immédiatement été ouverte afin de tirer les faits au clair, et notamment identifier les commanditaires de cette attaque.

### RECRUTEMENT DE MINEURS ET INSTRUMENTALISATION DES JEUNES

Le tireur, un adolescent de 14 ans arrêté sur place par les gardes du corps du sénateur aurait été recruté par une organisation criminelle. Alors que de nombreuses voix affirment que la Colombie redoute désormais de revivre le « cauchemar » de l'élan de violence des années 1980, il est légitime de se demander si celui-ci s'est un jour dissipé.

Selon la Defensoría del Pueblo colombienne, en 2024, 409 filles, garçons et adolescents ont été recrutés par des groupes armés, un chiffre en hausse par rapport aux 342 cas enregistrés en 2023, des statistiques qui seraient d'ailleurs très largement sous-estimées. Les enfants ainsi recrutés sont majoritairement issus de zones vulnérables à faibles revenus, que ce soit dans les quartiers urbains marginalisés ou dans les territoires ruraux isolés où la présence de l'État est quasi inexistante. Les profils semblent le plus se distinguer au niveau d'un clivage profond dans le mode de recrutement des enfants et adolescents, selon qu'ils proviennent plutôt de milieux urbanisés ou ruraux.

Tandis que les mineurs des villes cherchent à s'élever socialement et économiquement, ceux des zones rurales eux sont souvent enrôlés de force par les groupes armés. Il est alors confié à cette main d'oeuvre abondante et bon marché des tâches liées au trafic de drogue (allant du transport à la vente des stupéfiants), mais aussi des missions d'intimidation, ou encore d'assassinat, le tout parfois avec des méthodes d'une extrême brutalité.

L'accord de paix signé avec le mouvement de guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC-EP) en 2016 n'a malheureusement pas encore ouvert la voie à un processus de paix plus général, et on observe encore de très nombreux affrontements à travers le pays, qu'ils soient le faits de dissidents FARC, ou d'autres groupes armés.

L'État reste notamment en conflit avec divers groupes, une situation particulièrement instable encore aujourd'hui, qui rend d'autant plus difficile l'estimation du recrutement de mineurs par ces organisations – d'autant que leur nombre serait en hausse depuis la pandémie. De plus, il y a tout juste plus d'un an, la BBC révélait l'existence de méthodes de recrutement sophistiquées passant par les nouvelles plateformes en ligne, à l'image de tiktok, permettant d'atteindre des jeunes y compris dans les régions les plus reculées du pays. Ainsi après les décennies de conflit armé contre le crime organisé et le narcotrafic qui à déchiré le pays, de très nombreux mineurs en restent encore aujourd'hui les victimes, et ce phénomène ne semble pas s'enliser.

## UNE VIOLENCE POLITIQUE EN MUTATION

La violence s'est profondément transformée, autrefois incarnée par des conflits idéologiques entre guérillas et gouvernement, elle se manifeste aujourd'hui sous des formes plus fragmentées et diffuses. Elle touche non seulement des figures nationales, mais aussi des élus locaux, des leaders communautaires, voire de simples candidats municipaux. Les tueurs, quant à eux, ne sont plus seulement des sicaires professionnels, mais aussi des adolescents enrôlés pour exécuter des missions violentes.

Pour sa part, cet attentat n'est pas un cas isolé. En 2024, la Misión de Observación Electoral (MOE) recensait dans un rapport 492 actes de violence visant des leaders politiques, sociaux ou communautaires, faisant de cette année l'une des plus violentes de la décennie. Ces actes semblent se concentrer en particulier au sein des régions où l'on observe un fort abandon institutionnel, une concentration des économies illicites, et d'importantes tensions territoriales entre groupes armés. A cela s'ajoute un climat plus général de perte de crédibilité pour le gouvernement actuel alors que le dialogue de paix avec l'Armée de libération nationale (ELN) semble totalement enlisé.

La violence à travers le territoire s'est profondément transformée, autrefois incarnée par des conflits idéologiques entre guérillas et gouvernement, elle se manifeste aujourd'hui sous des formes plus fragmentées et diffuses, mais qui conservent tout de même les mêmes objectifs, c'est à dire dominer les territoires, contrôler les populations, se financer grâce aux économies illicites, et affaiblir l'influence du pouvoir central. La Colombie ne connaît pas un retour aux années 1990 : elle vit une continuité propre. Les actes de violence touchent non seulement des figures nationales, mais aussi des élus locaux, des leaders communautaires, voire de simples candidats municipaux. Les tueurs, quant à eux, ne sont plus seulement des sicaires professionnels, mais aussi des adolescents enrôlés pour exécuter des missions violentes.

Cette mutation de la violence dépasse les frontières colombiennes et s'inscrit dans une dynamique régionale plus large, où les frontières entre criminalité organisée, pouvoir politique et institutions étatiques deviennent de plus en plus floues. En Équateur par exemple, l'assassinat du candidat présidentiel Fernando Villavicencio en 2023 avait révélé jusqu'à quel point le narcotrafic avait infiltré les structures de l'État. Mais cet exemple n'est pas un cas isolé, puisqu'à travers tout le sous-continent, il est possible d'observer une forme de violence organisée, qui opère en réseau et est capable d'une formidable capacité d'adaptation.

A l'international certaines réactions se sont révélées surprenantes, notamment venant du secrétaire d'État américain, Marco Rubio, qui a critiqué après l'attaque ce qu'il considère comme la « rhétorique violente de gauche », laquelle aurait contribué au climat délétère menant à cette tentative d'assassinat. Il a dans la foulée appelé Gustavo Petro à « modérer » ses propos et à « *protéger les représentants publics colombiens* ».

C'est seulement cinq jours plus tard que le gouvernement colombien a choisi de répondre par l'intermédiaire de son ambassadeur à Washington en rejetant les commentaires à l'égard du président Pétro et rappelant les mesures mises en place immédiatement afin de trouver les responsables de l'attentat, et renforcer la protection des autres représentants politiques.

À moins d'un an des élections présidentielles prévues en mai 2026, l'attentat à la vie du sénateur Uribe Turbay a contribué à cristalliser des tensions politiques déjà importantes. Alors qu'une véritable crise sécuritaire traverse de nombreuses régions du pays, une crise de crédibilité des institutions vient s'y ajouter, alimentant une polarisation politique croissante au sein de la population.

## COUP D'ÉCLAT UKRAINIEN ET INTENSIFICATION RUSSE : L'ESCALADE TECHNIQUE ET MILITAIRE DU CONFLIT

*Robinson CHABOT-AGNESINA*

L'opération Toile d'araignée des forces ukrainiennes le 1er juin 2025 a marqué un tournant dans le conflit russo-ukrainien. Touchée en plein cœur, la Russie n'a pas perdu la face et a lancé une vague de bombardements sans précédent sur Kiev comme sur Kharkiv tout au long du mois de juin. Terreur et peur persistent, morts et endeuillés s'accumulent, tandis que les espoirs d'un cessez-le-feu se dissipent toujours plus.

### SUCCÈS UKRAINIEN ET CAMOUFLET RUSSE

Une « opération d'exception » qui « bouleverse les règles de la guerre ». La presse internationale est unanime : l'opération Toile d'araignée organisée par les services de renseignement ukrainiens a été aussi inattendue que dévastatrice. Tant d'un point de vue technique et militaire, que symbolique et politique, la destruction d'un tiers de l'aviation stratégique russe en une seule opération rebat les cartes d'un conflit asymétrique. Selon le président ukrainien, 117 drones FVP (de la taille d'une main et relativement simples) ont été introduits au sein même du territoire russe puis utilisés simultanément en plein jour dimanche 1er juin. Pendant plus d'un an et demi, les services de sécurité ukrainiens ont organisé cette opération « la plus audacieuse jamais menée par l'Ukraine sur le territoire russe ». Audacieuse certes, mais surtout profondément efficace. Les dégâts matériels et économiques sont considérables : plusieurs milliards de dollars de destruction sont à déplorer en Russie. Entre les bombardiers stratégiques Tu-95 et Tu-22, ainsi que l'avion de détection et de commandement aéroporté A-50 considéré comme irremplaçable, l'attaque ukrainienne porte un coup majeur à l'aviation russe dans les faits comme à l'image géopolitique du pays dans les esprits.



En effet, une attaque d'une telle envergure organisée à l'intérieur même du pays remet en question la capacité de la Russie à se défendre d'une part et à assurer sa crédibilité nucléaire d'autre part. La « confiance géopolitique » du Kremlin est ainsi ébranlée. La capacité du pays à influencer et à se projeter à l'échelle mondiale est affaiblie, de la même manière que le lien entre la population et les autorités s'est fragilisé.

En effet, le territoire russe a été frappé avec une telle facilité et avec une telle profondeur que la population adopte une toute nouvelle vision de la guerre actuelle. Aux confins de l'Arctique sud ou dans les villages de Sibérie, les attaques ont été aussi surprenantes et dévastatrices que révélatrices d'une véritable guerre occultée à plusieurs milliers de kilomètres.

## UNE RÉPONSE SANGLANTE ET MASSIVE

La réponse russe ne s'est pas fait attendre. Un « choc » pour certains, une « humiliation » pour d'autres, le Kremlin n'avait plus le choix : riposter. L' « offensive d'été » d'ores et déjà prévue au préalable s'est muée peu à peu en une riposte sanglante, constante et plus intense que jamais. Alors que la situation s'est particulièrement durcie à Soumy au Nord de l'Ukraine, la ville de Kharkiv, plus à l'Est, prend de plein fouet les bombardements de l'aviation russe. Maire de cette deuxième plus grande ville d'Ukraine, Igor Terekhov, atteste que le pays a subi « l'attaque la plus puissante depuis le début de la guerre » lors de la nuit du 7 juin causant 3 morts et 19 blessés. Cette attaque s'inscrit cependant dans une offensive bien plus large à l'échelle du pays au cours de laquelle l'armée russe aurait envoyé 452 drones et 45 missiles. Dans un contexte de conflit constant et latent, une nouvelle vague aérienne de grande ampleur s'est produite dans la nuit du 30 juin. Cela serait même la « frappe aérienne la plus massive » depuis le début de la guerre, selon l'armée ukrainienne.

Chaque nuit, les bombardements russes, symptômes de l'orgueil et de la vengeance du Kremlin, effraient davantage les civils ukrainiens. De manière générale, la Russie lance des centaines de drones et de missiles chaque jour. En écho des combats terrestres sanglants et persistants, le ciel est le principal théâtre de l'intensification du conflit. Plus fréquents, plus importants, mais surtout plus perfectionnés, les raids aériens russes semblent rentrer dans une nouvelle phase.

## UNOC 2025 : L'AVENIR DES OCÉANS

Nina LAFON

C'est entre le 9 et le 13 juin 2025 que s'est déroulée la plus grande conférence jamais organisée sur les océans : la Conférence des Nations Unies sur l'Océan (UNOC). Après New York et Lisbonne, c'est au tour de Nice d'accueillir cette troisième édition de l'UNOC. Retour sur l'événement écologique majeur de cette année.

### LES OCÉANS, PRIORITÉ N°1

Espaces de richesse et forts de ressources, les océans ont historiquement été les lieux de rapports de force et le théâtre de rivalités entre États. Surpêche et transports maritimes, l'effet de la mondialisation sur nos océans ne cesse de croître. Depuis quelques années maintenant, les océans sont au cœur des décisions des gouvernements du monde entier. Le réchauffement climatique et ses conséquences (élévation du niveau de la mer, appauvrissement de la biodiversité marine...) témoignent d'une urgence qui ne cesse d'inquiéter. Car nous les connaissons mal, les océans fascinent autant qu'ils effraient. C'est pourquoi en 2017, les Nations Unies se sont données pour mission d'organiser la première conférence sur les océans et leur protection.



## QU'EST CE QUE L'UNOC ?

Co-organisée par la France et le Costa Rica, l'UNOC-3 a accueilli un large éventail de participants, allant des 193 États membres des Nations Unies à des spécialistes, des ONG et même par le grand public. Cette troisième édition reste dans la continuité des précédentes, à savoir la nécessité d'« accélérer l'action et de mobiliser tous les acteurs pour conserver et utiliser durablement l'océan ». Autrement dit, l'UNOC se concentre sur le 14e objectif de développement durable des Nations Unies (ODD), celui sur la vie aquatique. En 2015, l'ONU a adopté des objectifs mondiaux, les fameux ODD, ces lignes de conduite que tout un chacun doit adopter pour espérer vivre dans un monde prospère et durable d'ici à l'année 2030. Le maintien et l'application de ce 14e ODD fait d'ailleurs partie des trois priorités qui ont été annoncées durant l'UNOC-3. Outre cette priorité, on peut citer également la volonté de « soutenir l'ambition multilatérale pour la protection de l'océan » ainsi que l'objectif de « renforcer la science marine pour une meilleure gouvernance ». Ces trois priorités sont donc les lignes directrices par lesquelles les nombreux acteurs présents durant cette conférence ont dû discourir.

Au cours de la semaine, des sessions plénières ont eu lieu, suivies de discussions entre États membres et représentants de la société civile. C'est au cours de ces dialogues que nous avons pu entendre les interventions d'Antonio Guterres, Secrétaire général des Nations Unies, ainsi que les discours du président français Emmanuel Macron et de Rodrigo Chaves Robles, président du Costa Rica.

## PAYS HÔTE, QUELLE IMPORTANCE POUR LA FRANCE ?

Deuxième plus grand domaine maritime du monde, la France occupe une place importante dans ce sommet, en plus d'être l'une des organisatrices. Étant l'une des premières à avoir ratifié le traité sur la haute mer, traité contraignant visant à la protection de la biodiversité au-delà des juridictions nationales, la France espère s'imposer en leader de la protection des océans. C'est d'ailleurs très fièrement que le président français s'est prêté au jeu de participer à une émission télévisée diffusée sur France Télévisions (Urgence Océan) dans laquelle nombre de questions lui ont été posées concernant l'accueil de cette conférence. Si l'Europe, avec 22 de ses 27 États membres possédant une façade maritime, se mobilise, ce n'est toutefois pas le cas des États-Unis, grands absents de cette conférence onusienne.

Suite à l'UNOC, des progrès ont été signalés. Bien que quelques déceptions subsistent comme la reconnaissance de l'impact de la pollution sur les océans. Ce sont néanmoins des actions qui restent à mettre en place afin d'espérer atteindre les objectifs mondiaux de l'ONU pour 2030.

## L'ESPAGNE DIT NON À L'OTAN

*Axel DANTIN*

Discrète sur la scène diplomatique et très affaiblie par la crise économique de 2008, l'Espagne affiche aujourd'hui un tout autre visage. Arrivé à la tête du gouvernement en 2018, Pedro Sánchez peut désormais se targuer de diriger l'un des pays à la plus forte croissance économique de l'Union européenne, tout en portant une voix diplomatique affirmée, indépendante de ses pairs européens. L'actualité internationale pousse Pedro Sánchez à se positionner comme un défenseur du droit international. À l'occasion du dernier sommet de l'OTAN au Danemark, il a été le seul dirigeant à s'opposer frontalement à la demande de Washington concernant l'augmentation des budgets de défense des États membres.



### UNE EXCELLENTE SANTÉ ÉCONOMIQUE

Souvent décrié par les partisans de l'orthodoxie budgétaire, l'Espagne a présenté en 2024 une croissance du PIB de 3,2 %, soit quatre fois plus que la moyenne européenne. En comparaison, Paris présentait la même année une croissance de 1,1 % et Berlin connaissait une récession de - 0,2 %. Si Madrid possède une telle croissance, c'est avant tout la conséquence de la hausse de la consommation intérieure, aussi bien publique que privée. Madrid investit par exemple sur la rénovation du secteur ferroviaire ainsi que la construction de zones à faibles émissions. Le gouvernement a également accéléré le déploiement des fonds européens du plan de relance post-Covid, en ciblant l'innovation, l'énergie verte et les infrastructures durables. Le secteur touristique est aussi un point majeur de l'économie espagnole. En accueillant 93 millions de touristes en 2024, 10 % de plus qu'en 2023, Madrid se rapproche de la France, toujours en tête avec 100 millions de visiteurs sur la même période. Bien que la France ait eu plus de visiteurs, ils ont dépensé moins que ceux d'Espagne : 71 milliards d'euros contre 126 milliards d'euros en Espagne.

Ce différentiel s'explique par la montée en gamme de l'offre touristique espagnole et la forte affluence des touristes nord-américains et latino-américains. Par ailleurs, le pays parvient à réduire sa dette publique, passée de 124 % du PIB en 2020 à 101,8 % en décembre 2024. Le déficit public est également maîtrisé, repassant sous la barre des 3 %, conformément aux critères européens. Seul point noir, le chômage, qui se situe à environ 10 %, reste élevé, mais même ici, il y a de quoi être optimiste : c'est le total le plus faible depuis la crise de 2008. Le dynamisme du marché du travail espagnol, notamment dans les services, l'agriculture et le BTP, alimente l'espoir d'une poursuite de la décroissance en 2025.



## UN POIDS DE PLUS EN PLUS IMPORTANT SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

Au-delà de son économie, l'Espagne de Pedro Sánchez s'est aussi fait remarquer sur la scène internationale, avec des positions parfois différentes des autres gouvernements européens. L'Espagne possède par exemple une politique migratoire opposée à Bruxelles. Elle s'est opposée à la création de centres d'accueil pour migrants en dehors de l'UE et continue de promouvoir une politique d'ouverture afin de pallier les besoins démographiques et ceux du marché du travail. Cette ligne politique, soutenue par la coalition de gauche au pouvoir, s'appuie sur une vision humaniste de l'accueil et une gestion pragmatique des flux migratoires dans un pays vieillissant. Contrairement aux autres gouvernements européens, la coalition de Pedro Sánchez est très critique de la politique menée par Israël et s'oppose ouvertement à l'État hébreu. En mai 2024, Madrid reconnaît officiellement l'État palestinien, aux côtés de l'Irlande et de la Norvège, s'attirant les foudres du gouvernement israélien qui avait alors rappelé ses trois ambassadeurs. Depuis, les réactions entre les deux États n'ont fait que s'envenimer.

Le 9 juillet dernier, Pedro Sánchez a qualifié la situation à Gaza de « plus grand génocide dont ce siècle ait été témoin » et soutient activement la mise en place d'actions internationales pour faire cesser l'opération militaire menée par Israël. Cette prise de position, rare au sein de l'UE, a été saluée par certains pays du Sud global, renforçant l'influence diplomatique espagnole hors du cadre occidental. Il reproche également l'inactivité des différents gouvernements européens, qu'il juge trop complaisants vis-à-vis de Tel-Aviv.

L'Espagne s'est également opposée aux récents bombardements de l'Iran par Israël et les États-Unis, appelant à la résolution du conflit par la voie diplomatique et au respect du droit international. Cette posture a renforcé son image d'acteur indépendant, engagé dans une diplomatie multilatérale équilibrée. La relation avec la nouvelle administration américaine s'est récemment dégradée, à la suite du sommet de l'OTAN de juin 2025, où Pedro Sánchez refusa de se plier aux exigences de Washington.



## MADRID REFUSE LES 5% EXIGÉ PAR L'OTAN

Comme exigé depuis de nombreuses années par le Président américain, les pays de l'OTAN se sont engagés à investir 5 % de leur PIB dans la défense à l'horizon 2035, à l'exception de l'Espagne qui a refusé. Jugeant cet objectif déraisonnable, contre-productif et irréaliste, Pedro Sánchez s'est engagé à investir seulement 2 % du PIB. Réticent à l'idée d'investir dans la défense, les dépenses de l'Espagne dans la défense représentent 1,24% de son PIB en 2024, le plus faible pourcentage de l'alliance. Cette position s'inscrit dans la continuité d'une politique de défense modérée, privilégiant la coopération internationale plutôt qu'une logique de réarmement massif. En conséquence, Madrid est devenue la nouvelle cible de l'administration américaine. Le Président a menacé d'intensifier la guerre commerciale et de doubler les droits de douane prévus pour l'Espagne. Au sein de l'Union européenne également, les réactions ont été mesurées. Le ministre de la Défense polonais a insisté sur l'importance de maintenir l'unité au sein de l'alliance et de ne pas s'écarter des objectifs communs. Certains pays comme la Lituanie ou les Pays-Bas ont exprimé plus ouvertement leur inquiétude, redoutant une perte de crédibilité collective face à la Russie. La logique de l'accord signé entre Madrid et l'OTAN repose sur une logique capacitaire plutôt que sur des montants fixes. Cette flexibilité accordée à l'Espagne a permis de débloquer la situation sans provoquer de rupture formelle. Les experts militaires espagnols ont estimé que 2,1% suffirait pour équiper correctement l'armée espagnole. Bien que ce chiffre de 5 % semble difficilement atteignable, l'opposition ferme affichée par Madrid témoigne de l'importance acquise/gagnée par ce pays ces dernières années.

## LA THAÏLANDE AU CŒUR D'UNE CRISE POLITIQUE AGGRAVÉE PAR LES TENSIONS AVEC LE CAMBODGE

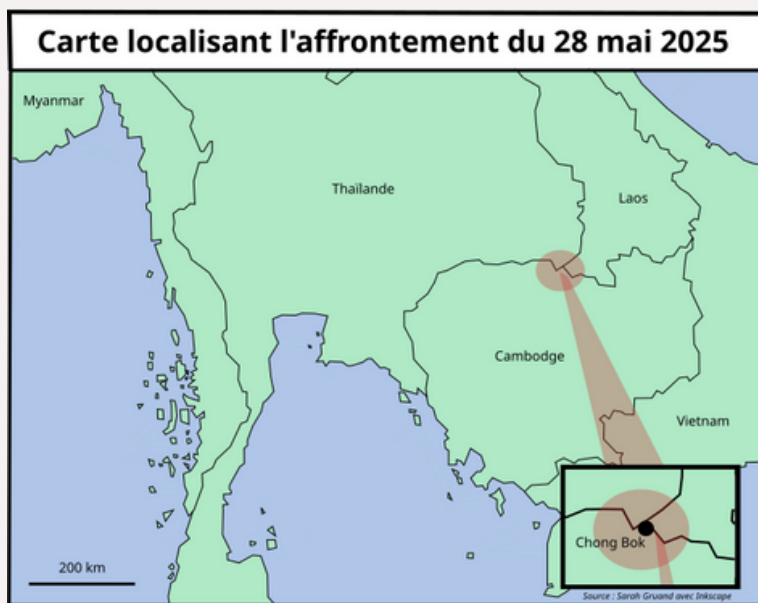
*Sarah GRUAND*

Suite à un incident fin mai 2025, les relations entre la Thaïlande et le Cambodge ont continué de se détériorer au cours du mois de juin. En parallèle, le gouvernement thaïlandais, qui était déjà dans une position fragile, est affaibli par cette crise et risque l'effondrement.

### UN CONFLIT DIPLOMATIQUE ET JURIDIQUE AVEC LE CAMBODGE

Après une escarmouche dans la région contestée de Chong Bok, le décès d'un soldat cambodgien le 28 mai 2025 a rouvert les hostilités entre la Thaïlande et le Cambodge. Si aucun autre affrontement armé n'a pour l'instant eu lieu entre les deux Etats, les canaux diplomatiques sont toutefois mis à l'épreuve. Chaque pays rejette sa responsabilité et blâme l'autre. Le Cambodge a pris plusieurs mesures non seulement pour renforcer ses troupes militaires à la frontière mais aussi pour sanctionner la Thaïlande en restreignant le commerce et les liens entre les deux pays.

La Thaïlande a quant à elle renforcé les contrôles frontaliers en interdisant le passage à tout individu n'ayant pas un motif valide.



Le conflit frontalier qui oppose les deux Etats n'est pas récent. Plusieurs temples situés dans les zones contestées font de cette frontière un véritable enjeu culturel. Le Cambodge a obtenu gain de cause en 1962 auprès de la Cour de justice internationale en se fondant sur une carte datant de la période coloniale française. Cette même institution a réitéré sa décision en 2013. Le Cambodge a annoncé vouloir obtenir un autre jugement suite à l'incident de mai. Cependant, la Thaïlande refuse d'accepter la juridiction de la Cour et demande une résolution bilatérale du litige par le biais du mécanisme prévu à cet effet.



## L'INSTABILITÉ POLITIQUE PERSISTANTE EN THAÏLANDE

La Thaïlande est une monarchie constitutionnelle sujette aux conflits entre factions. Les deux camps principaux sont le parti Pak Prachatipat, soutenu par l'élite du pays, le camp dit des « Chemises jaunes », ainsi que le parti Pheu Thai, soutenu par la classe populaire, le camp dit des « Chemises rouges ». L'armée exerce une influence considérable sur la gestion du pays et n'a pas hésité, par le passé, à réaliser des coups d'Etat pour imposer ses préférences et changer de gouvernement. Comme les chercheurs Oğuzhan Göksel et Natavan Huseynova le soulignent, la Thaïlande n'est pas parvenue à échapper à cette dynamique et demeure ancrée dans une culture militariste institutionnalisée empêchant le développement de la démocratie. Face aux difficultés économiques et sociales, l'armée se présente comme le pilier garantissant la stabilité du pays. L'absence d'opposition ou le soutien tacite de la royauté a conforté cette position en leur octroyant de la légitimité.

L'actuelle Première ministre, Paetongtarn Shinawatra, issue du parti Pheu Thai, est la troisième de sa famille à occuper ce poste. Après avoir été élue en 2024 et formé un gouvernement de coalition avec des membres d'autres partis, elle a été visée sans succès par une motion de censure en mars 2025. Elle était notamment accusée d'avoir usé de son pouvoir politique pour aider son père, ancien Premier ministre en exil. Toutefois, sa position est à nouveau remise en cause en juin 2025 du fait de la fuite d'un appel téléphonique qu'elle a eu avec Hun Sen, ancien Premier ministre cambodgien. Le Pakistan, en position défavorable à l'ONU, tente de restaurer son image, notamment en 2020 lorsqu'il a présenté un dossier et s'est appuyé sur un rapport de EU DisinfoLab dénonçant la campagne internationale de désinformation indienne à l'encontre du Pakistan. En mai 2025, à l'ONU, l'Inde et le Pakistan s'accusent mutuellement d'être l'investigateur responsable de l'éclatement du conflit armé et de ne pas vouloir la paix. Le Pakistan a invoqué son droit de légitime défense en vertu de l'article 51 de la Charte des Nations Unies.



## AU-DELÀ DE LA LUTTE DES HOUTHIS, UNE POPULATION YÉMÉNITE QUI PÉRIT SILENCIEUSEMENT ?

Lilou THIBERT

Il est admis que depuis plus d'une décennie le Yémen est le sujet d'un conflit. Celui-ci ne semble pourtant faire du bruit que lorsque les Houthis yéménites mettent à mal les intérêts d'autres pays. Effectivement, notoriété publique ne rime souvent qu'avec intérêts stratégiques. Dernièrement, les Houthis ont donc fait parler d'eux en menaçant de bombarder les bâtiments américains malgré un récent cessez-le-feu. « Si les Etats-Unis prennent part à une attaque et une agression contre l'Iran aux côtés de l'ennemi israélien, les forces armées (houthis) viseront leurs navires et bâtiments de guerre en mer Rouge », a affirmé le porte-parole militaire du groupe rebelle, Yahya Saree.

### LES HOUTHIS : FRUIT D'UN SENTIMENT DE MARGINALISATION LOCALE À UN ALIGNEMENT RÉGIONAL ?

A l'unification du Yémen en 1990, c'est sous obédience sunnite que se trouve deux tiers de sa population. C'est ainsi et depuis, dans le gouvernorat de Saada, que le mouvement politico-militaire houtiste se développe en tirant leur nom du clan des Al-Houti. Ceux-ci se réclament du zaïdisme, une branche minoritaire de l'islam chiite essentiellement implantée dans le pays et opposée aux courants sunnites rigoristes, notamment venus de leur voisin d'Arabie. Ils perçoivent leur identité progressivement s'effacer, et structurent ainsi leur pensée autour d'un sentiment de marginalisation et de discrimination, qui serait organisée par la majorité sunnite à travers une répression. Le groupe armé dénonce également la corruption du président Ali Abdallah Saleh, en place à l'heure de l'unification.



Les rebelles houtistes s'imposent progressivement dans l'ensemble du pays et se font connaître après les attentats terroristes de 2001 aux Etats-Unis. Les conflits armés contre le régime se succèdent, suivi d'un soulèvement populaire en 2011 et c'est en 2014 que commence la guerre. Profitant de la faiblesse du gouvernement, le groupe s'empare du contrôle d'un tiers du territoire au nord et à l'ouest du pays, ainsi que de la capitale, Sanaa ou du port d'Hodeïda. Cela malgré l'implication de l'Arabie Saoudite pour soutenir le gouvernement en place à ce moment-là. Les houtistes exercent désormais leur autorité sur les deux tiers de la population yéménite qui vit au sein de ces régions. C'est ainsi, à la tête de 20 millions de yéménite, qu'Abdul-Malik Al-Houthi se dit souverain d'un Etat de facto.

Depuis les attentats du 7 octobre 2023, la milice yéménite attire l'attention internationale par des actions revendiquées par solidarité à la cause palestinienne. Ce sont des dizaines d'attaques aux drones et missiles balistiques qui sont dirigées contre des bateaux commerciaux et militaires traversant la mer Rouge. Les Yéménites insurgés illustrent cette année toute leur capacité de nuisance en mettant sous pression le trafic maritime de la région. Mais l'escalade se fait d'autant plus menaçante en 2023 quand, après avoir intercepté la plupart des attaques houthies dirigées contre l'aéroport David Ben Gourion, les défenses israéliennes laissent transparaître le bombardement du 4 mai qui aurait fait quatre blessés.

Les Israéliens, entendent se défendre du bombardement de l'aéroport de Tel Aviv et s'adonnent à attaquer l'aéroport de Sanaa en décembre de la même année. Visant aussi à réprimer le groupe armé face à ces attaques répétées, Washington et Londres mènent depuis janvier 2024 des frappes visées sur les sites militaires houthistes. Ces représailles poussent le ministre des Affaires étrangères iranien à témoigner son soutien et déclarer que « l'action du Yémen contre le génocide du régime israélien était louable ».

## QUELLE PLACE POUR LES HOUTHIS DANS LES PROXYS DE L'AXE DE LA RÉSISTANCE IRANIEN ?

S'il fallait définir la notion de « l'Axe de la résistance », Kévin Thiévon dirait que c'est un réseau d'alliés que l'Iran a constitué. Les pays à proximité, comme le Liban, l'Irak, la Syrie, la Palestine et le Yémen sont appelés « proxys ». Ainsi nommé en 2003 par l'ayatollah Khamenei, c'est un soutien aux chiites de la région et à la cause palestinienne qui est né. Aujourd'hui essentiels à la stratégie iranienne de « défense projetée », les proxys permettent à l'Iran une influence significative dans les pays voisins sous couvert d'un « déni plausible ».

Lorsqu'une hiérarchie entre les proxys est évoquée, celle-ci se fera davantage en fonction de l'importance accordée par l'Iran que par le degré d'indépendance octroyé par Téhéran. Au sein de l'Axe, le Hezbollah semble occuper la place du bras droit. Les milices irakiennes pro-Iran sont ensuite le pilier de la défense projetée. Le régime de Damas, lui, était le pilier du projet révolutionnaire iranien. Plus à part, le Hamas, issu du mouvement islamiste sunnite des Frères musulmans, incarne la cause palestinienne et reste un atout stratégique dans la lutte contre l'ennemi commun israélien. Pour leur part, les Houthis jouissent d'une certaine fascination iranienne, en plus d'affinités religieuses certaines.



Le mouvement yéménite conserve néanmoins une plus grande autonomie que le reste des proxys avec un agenda propre et sans réelle subordination d'Abdul-Malik Al-Houthi à l'ayatollah Khamenei. Et malgré l'autonomie caractéristique des Houthis yéménites, il existe une « dynamique horizontale » de coordination entre les milices irakiennes et houthies. Au-delà d'une simple relation entre deux proxys, une étroite connexion est établie entre les deux pays, notamment par l'intermédiaire du représentant des Houthis en Irak Abou Idris Al-Sharafi.

## COMMENT LES CIVILS YÉMÉNITES SONT-ILS DEVENUS LES OUBLIÉS DANS LA LUTTE ENTRE HOUTHIS, ISRAËL ET ÉTATS-UNIS ?

Outre l'affiliation houthie au Croissant chiite, il reste de l'autre côté les victimes d'un conflit persistant : 4,8 millions de femmes et enfants. La lutte contre l'expansion des Houthis, qui a débuté en mars 2015 par les frappes aériennes de la coalition internationale menées par l'Arabie saoudite, a laissé la crise qui touchait le pays tomber dans l'oubli. Encore aujourd'hui, les civils yéménites souffrent toujours de la cinquième plus grande crise au monde en matière de déplacements de population selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA). Ce sont près de 20 millions de personnes qui subissent actuellement les répercussions de ce que les Houthis, Israël et les États-Unis mettent en action.

Loin de mettre fin à la guerre, les actions houthies et américaines privent les civils yéménites de l'aide humanitaire. Au nord Yémen, le caractère indispensable des travailleurs humanitaires et membres des organisations internationales ne les rend pas moins vulnérables. Depuis 2024, ils sont la cible de raids et d'arrestations arbitraires au sein des zones sous contrôle houthi. Un phénomène qui continue en 2025 avec la détention de personnels des Nations Unies, conduisant à la mort de l'un d'eux alors qu'il se trouvait toujours aux mains des Houthis. Le nombre croissant de personnes arrêtées au nord du pays a conduit l'Organisation des Nations Unies à annoncer la suspension de ses activités vers et dans ces zones contrôlées. Cette aide, déjà diminuée, se voit encore réduite depuis le début de l'année. Les conséquences des décisions de l'administration Trump sur le monde, le Yémen n'y fait pas exception et subit aussi ses décisions. Principal pourvoyeur de l'aide humanitaire au Yémen, la dissolution de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) en mars 2025 vient porter un coup fatal aux efforts jusqu'alors déployés.

L'échange de frappes entre Israël et les Houthis vient aussi renforcer la détresse du peuple yéménite qui subit sans un bruit. Début juin à Beyrouth, Human Rights Watch déclare que les frappes israéliennes menées en mai dernier contre l'aéroport yéménite de Sanaa seraient illégales, indiscriminées ou disproportionnées et devraient ainsi faire l'objet d'une enquête pour crime de guerre. Mais que les frappes précédentes, menées par les Houthis contre l'aéroport israélien Ben Gourion, devraient aussi faire l'objet d'une enquête équivalente. Bien que souvent ignoré, il est important de rappeler que le droit de la guerre interdit les attaques délibérées, indiscriminées ou disproportionnées contre les civils et biens civils. Si une attaque ne vise pas un objectif militaire spécifique, celle-ci est indiscriminée. Si une attaque crée des pertes civiles excessives par rapport au gain militaire attendu, celle-ci est disproportionnée. Si une attaque vise des biens indispensables à la survie des civils, elle est délibérée et constitue un crime de guerre avéré. Ainsi, il est ouvertement établi que les attaques susceptibles de causer plus de dommages aux civils et aux structures civiles que le gain militaire envisagé, sont prohibées. Or l'armée israélienne (IDF) se défend en déclarant qu'elle « *frappait des cibles militaires légitimes appartenant au régime houthi au Yémen* ». L'Etat hébreu affirme également que ces frappes ont été menées « *avec une précision maximale, et que des mesures avaient été prises pour limiter les dommages causés aux civils et aux infrastructures civiles* ».

Mais Human Rights Watch rappelle que l'aéroport de Sanaa est le seul accès aux soins médicaux nécessaires au nord Yémen. Et qu'ainsi, malgré un avertissement des autorités aéroportuaires, Israël a bombardé le seul aéroport yéménite à accueillir les vols internationaux, détruisant de fait, un point d'entrée essentiel pour le personnel humanitaire et une partie de l'aide humanitaire. Mais l'IDF ne voit pas de cet œil l'aéroport de Sanaa, qu'elle qualifie de « *plaque tournante pour le transfert d'armes et d'agents du régime terroriste houthi* ».



### **LE YÉMEN, UNE CRISE HUMANITAIRE SANS AUDIENCE FACE À UNE RÉGION EN GUERRE ?**

Les appels aux crimes de guerre et crimes contre l'humanité semblent donc les seuls témoins de la souffrance du peuple yéménite. Comme s'il n'était possible de parler d'eux que lorsqu'une sentence, loin d'être prononcée, risque à un gouvernement d'être condamné. Le Yémen est peu mentionné pour la violence, la famine, les masses de déplacés, le trafic d'armes et la détresse d'un peuple démuni. Les Houthis ne contrôlent qu'un tiers du pays mais occupent la majorité de l'agenda quand il s'agit de parler de la République yéménite. La porte de l'Arabie n'aurait-elle de l'importance que lorsqu'elle menace de se refermer et d'occasionner une gêne pour le monde ? Quand il ne s'agit pas d'enjeux politiques, de nuisances économiques ou d'intérêts stratégiques la diplomatie s'émeut pour une population mais semble avoir plus de difficultés à mettre en œuvre de grandes actions.

# SOURCES ARTICLES

## [AFRIQUE] LA CHINE RENFORCE SON PARTENARIAT AVEC L'AFRIQUE : ENTRE OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES ET ENJEUX SÉCURITAIRES

Perez Luna, Chine-Afrique : quand Pékin prend le contre-pied des États-Unis sur les droits de douane des produits africains, *Jeune Afrique*, 13 Juin 2025 : <https://www.jeuneafrique.com/1696635/economie-entreprises/chine-afrique-quand-pekinn-prend-le-contre-pied-des-etats-unis-sur-les-droits-de-douane-des-produits-africains/>

Paul, La Chine élargit son influence en Afrique en multipliant ses engagements sécuritaires, *Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique*, 24 Juin 2025 : <https://africacenter.org/fr/spotlight/chine-afrique-engagements-securite/>

Barry Bob, Pékin veut supprimer les droits de douane des pays d'Afrique, *Made for minds*, 13 juin 2025 : <https://www.bbc.com/afrique/articles/c1k4g0xlg4go>

## [AMÉRIQUE DU NORD] LE BILAN MITIGÉ DU G7 AU CANADA : QUEL AVENIR POUR LE MULTILATÉRALISME ?

Andersson, Nils. « Le G7, le G8, le G20 et après ? » *Savoir/Agir*, vol. n° 18, no 4, 2011, p. 99-105, <https://doi.org/10.3917/sava.018.0099>. Cairn.info.

Au G7, Donald Trump face aux autres dans le chaos du monde. 16 mai 2025, [https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/06/16/au-g7-donald-trump-face-aux-autres-dans-le-chaos-du-monde\\_6613525\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/06/16/au-g7-donald-trump-face-aux-autres-dans-le-chaos-du-monde_6613525_3232.html).

« G7 au Canada: un sommet sous haute tension ». euronews, 16 juin 2025, <https://fr.euronews.com/my-europe/2025/06/16/g7-au-canada-un-sommet-sous-haute-tension>.

« G7, G8, G20... les forums économiques mondiaux | vie-publique.fr ». Vie publique, 1 octobre 2024, <https://www.vie-publique.fr/fiches/38318-g7-g8-g20-les-forums-economiques-mondiaux>.

Lafont Rapnouil, Manuel. « L'avenir du multilatéralisme, entre compétition et coopération ». *L'ENA hors les murs*, vol. N° 504, no 3, 2021, p. 14-16, <https://doi.org/10.3917/ehlm.504.0014>. Cairn.info.

Le G7 au Canada s'ouvre sur fond de "divisions". 16 juin 2025, [https://www.courrierinternational.com/article/sommet-le-g7-au-canada-s-ouvre-sur-fond-de-divisions\\_232025](https://www.courrierinternational.com/article/sommet-le-g7-au-canada-s-ouvre-sur-fond-de-divisions_232025).

« Le sommet du G7 au Canada se termine sans accord majeur après le départ anticipé de Donald Trump ». euronews, 18 juin 2025, <https://fr.euronews.com/2025/06/18/le-sommet-du-g7-au-canada-se-terme-sans-accord-majeur-apres-le-depart-anticipe-de-donald>.

Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères. « L'action de la France au sein du G7 - Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères ». *France Diplomatie*, <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/sommets-et-enjeux-globaux/l-action-de-la-france-au-sein-du-g7/>.

« OTAN-Trump : le pari gagnant de la brutalité ». IRIS, 26 juin 2025, <https://www.iris-france.org/otan-trump-le-pari-gagnant-de-la-brutalite/>.

« Trump torpille le sommet du G7 et attaque le multilatéralisme ». *Les Echos*, 17 juin 2025, <https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/trump-quitte-precipitamment-le-sommet-du-g7-presse-par-le-conflit-entre-liran-et-israel-2171144>.

« Von der Leyen dénonce le "chantage" de la Chine lors du sommet du G7 ». euronews, 17 juin 2025, <https://fr.euronews.com/my-europe/2025/06/17/von-der-leyen-denonce-le-chantage-de-la-chine-lors-du-sommet-du-g7>.

## [AMÉRIQUE DU NORD] « NUCLÉAIRE IRANIEN : LA GUERRE DES DOUZE JOURS

Fabien Jannic-Cherbonnel, Pierre Godon, « Conflit au Proche-Orient : de nouveaux missiles tirés vers Israël depuis l'Iran en début de soirée, un immeuble touché à Haïfa », FranceInfo, 14/06/2025, [https://www.franceinfo.fr/monde/iran/direct-frappes-israeliennes-en-iran-teheran-tire-de-nouveaux-missiles-sur-israel-en-riposte-a-l-attaque-massive-de-vendredi\\_7312872.html](https://www.franceinfo.fr/monde/iran/direct-frappes-israeliennes-en-iran-teheran-tire-de-nouveaux-missiles-sur-israel-en-riposte-a-l-attaque-massive-de-vendredi_7312872.html)

Frédéric Couteau, « A la Une : la « guerre de 12 jours », Revue de Presse Internationale - RFI, 24/06/2025, <https://open.spotify.com/episode/2733Fnz73p8XCImC2o1a71?si=cDk1gliURrqFZZE61Aq7Zg>

Frédéric Couteau, « A la Une : un cessez-le-feu qui pose question », Revue de Presse Internationale - RFI, 25/06/2025, <https://open.spotify.com/episode/4aa4RFuoGCbKDKzz0kh1Ju?si=SW8UOF5LTc2gZzU8h0G7nQ>

Frédéric Couteau, « A la Une : quel avenir pour l'Iran », Revue de Presse Internationale - RFI, 26/06/2025, <https://open.spotify.com/episode/5FOXtqdABi7vjyrBFHwkfs?si=6Cb7C58vTNWICReDDI7dOQ>

« Iran : ce qu'il faut savoir sur les frappes des Etats-Unis visant trois sites nucléaires », Le Monde - AFP, 22/06/2025, [https://www.lemonde.fr/international/article/2025/06/22/iran-ce-qu-il-faut-savoir-sur-les-frappes-des-etats-unis-visant-trois-sites-nucleaires\\_6615224\\_3211.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2025/06/22/iran-ce-qu-il-faut-savoir-sur-les-frappes-des-etats-unis-visant-trois-sites-nucleaires_6615224_3211.html)

Pierre Haski, « Pourquoi les missiles de Doha ont permis à Donald Trump d'arrêter la guerre », Géopolitique - France Inter, 24/06/2025 <https://open.spotify.com/episode/3ahefPRKXXxx3o1qyifrWf?si=IjpbYT59TsCIHjci8zxZoQ>

## [AMÉRIQUE DU NORD] ELECTION DU PAPE LÉON XIV : UNE RÉPONSE À L'ADMINISTRATION TRUMP ?

Ghazal Golshiti, « Ouverture diplomatique sur le nucléaire iranien », *Le Monde*, 14 avril 2025, [https://www.lemonde.fr/international/article/2025/04/14/ouverture-diplomatique-sur-le-nucleaire-iranien\\_6595835\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2025/04/14/ouverture-diplomatique-sur-le-nucleaire-iranien_6595835_3210.html)

Julian E. Barnes, Eric Schmitt, Maggie Haberman, Ronen Bergman, « Trump Waved Off Israeli Strike After Divisions Emerged in His Administration », *The New York Times*, 16 avril 2025, <https://www.nytimes.com/2025/04/16/us/politics/trump-israel-iran-nuclear.html>

Laurence Nardon, interviewée par Romain Dessal, « Nucléaire iranien : Donald Trump peut-il négocier un nouvel accord ? », *New Deal (Slate Podcast et Institut français des relations internationales)*, 16/04/2025, <https://www.ifri.org/fr/audio/nucleaire-iranien-donald-trump-peut-il-negocier-un-nouvel-accord>

## [AMÉRIQUE LATINE] L'ÎLE DE GARDI SUGDUB ET LES PREMIERS RÉFUGIÉS CLIMATIQUES D'AMÉRIQUE DU SUD

AFP. « Leur île sera bientôt engloutie par la mer: pour les habitants de Gardi Sugdub, c'est partir ou mourir ». *Geo.fr*, 7 juin 2025, <https://www.geo.fr/environnement/leur-ile-sera-bientot-engloutie-par-la-mer-pour-les-habitants-de-gardi-sugdub-c-est-partir-ou-mourir-226878>.

AFP. « L'ONU crée un fonds pour aider les réfugiés face au réchauffement climatique ». *Franceinfo*. 24 avril 2024. [https://www.franceinfo.fr/environnement/crise-climatique/l-onu-cree-un-fonds-pour-aider-les-refugies-face-aux-chocs-climatiques\\_6506372.html](https://www.franceinfo.fr/environnement/crise-climatique/l-onu-cree-un-fonds-pour-aider-les-refugies-face-aux-chocs-climatiques_6506372.html).

Aristide F., Petit C. « La population de l'île de Gardi Sugdub au Panama, obligée de partir en raison de la montée du niveau de la mer ». *Franceinfo*, 16 août 2024, <https://la1ere.franceinfo.fr/guadeloupe/climat-la-population-de-l-ile-de-gardi-sugdub-au-panama-obligee-de-partir-en-raison-de-la-montee-du-niveau-de-la-mer-1514309.html>.

« CAñada, G., et Latourrette, A. « Changement climatique : la communauté panaméenne qui a fui son île en train de sombrer ». BBC Mundo, 10 février 2025, <https://www.bbc.com/afrique/articles/c3rwy89v4jgo>. Consulté le 15 juillet 2025.

Lefevre, E. « Les habitants de l'île de Gardi Sugdub, au Panama obligés de quitter leur île en raison de la montée des eaux ». Guadeloupe la 1ère, 8 novembre 2022, <https://la1ere.franceinfo.fr/guadeloupe/les-habitants-de-l-ile-de-gardi-sugdub-au-panama-obliges-de-quitter-leur-ile-en-raison-de-la-montee-des-eaux-1338352.html>. Consulté le 15 juillet 2025.

Mousset, B., et Raynal, J. « Panama : les premiers réfugiés climatiques d'Amérique ». Franceinfo, 5 juin 2025, <https://www.franceinfo.fr/monde/ameriques/panama-les-premiers-refugies-climatiques-d-amerique-7293297.html>. Consulté le 15 juillet 2025.

« Qu'est-ce qu'un réfugié climatique ? ». Vie-publique.fr, 14 octobre 2024, <https://www.vie-publique.fr/fiches/274845-quest-ce-quun-refugie-climatique>. Consulté le 15 juillet 2025.

Stott, Michael. « Panama : l'adieu du peuple kuna à son île de Carti Sugdupu, bientôt engloutie sous les eaux ». Courrier international, 12 novembre 2023, <https://www.courrierinternational.com/long-format/reportage-panama-l-adieu-du-peuple-kuna-a-son-ile-de-carti-sugdupu-bientot-engloutie-sous-les-eaux>. Consulté le 15 juillet 2025.

## [AMERIQUE LATINE] LE COSTA RICA, LEADER MONDIAL DE L'ACTION ENVIRONNEMENTALE

« Le Costa Rica compte deux fois plus de forêts qu'il y a 30 ans! » Costa Rica Voyage, 18 février 2020, <https://www.costarica-voyages.com/costa-rica-double-forets>.

Bottero, Laurence. « Rodrigo Chaves Robles, président du Costa Rica : « Mon pays a montré au monde que l'on pouvait stopper la déforestation » ». La Tribune, 15 juin 2025, <https://www.latribune.fr/la-tribune-dimanche/opinions/rodrigo-chaves-robles-president-du-costa-rica-mon-pays-a-montre-au-monde-que-l-on-pouvait-stopper-la-deforestation-1027327.html?id=1218872275343714>.

Costa Rica • Après la fin de la déforestation : stratégies et actions pour un usage des sols viable. <https://www.climate-chance.org/cas-etude/costa-rica-apres-la-fin-de-la-deforestation-strategies-et-actions-pour-un-usage-des-sols-viable/> Consulté le 29 juin 2025.

« Costa Rica : comment le pays a retrouvé sa forêt ». Franceinfo, 26 janvier 2023, <https://www.franceinfo.fr/replay-jt/france-2/20-heures/costa-rica-comment-le-pays-a-retrouve-sa-foret-5624906.html>.

Perez, Emilien. « L'énigmatique "sauvetage" des opposants vénézuéliens réfugiés dans l'ambassade d'Argentine ». Courrier international, 9 mai 2025, <https://www.courrierinternational.com/article/geopolitique-l-enigmatique-sauvetage-des-opposants-venezueliens-refugies-dans-l-ambassade-d-argentine-230703>.

Torquebiau, Marion. « Venezuela : réinvestiture contestée de Nicolas Maduro, accusé de fraude électorale ». Les Echos, 10 janvier 2025, <https://www.lesechos.fr/monde/ameriques/venezuela-reinvestiture-contestee-de-nicolas-maduro-accuse-de-fraude-electorale-2141705>.

Debove, Maité. « En 27 ans, le Costa Rica a recréé des forêts sur plus de la moitié de son territoire ». La Relève et La Peste, 9 février 2023, <https://lareleveetlapeste.fr/en-27-ans-le-costa-rica-a-recree-des-forets-sur-plus-de-la-moitie-de-son-territoire/>.

« Ecotourisme au Costa Rica | Au plus proche de la nature ». Terra Caribea, <https://costarica-voyage.com/guide-pays/ecotourisme-costa-rica>. Consulté le 29 juin 2025.

« La conservation des forêts au Costa Rica porte ses fruits ». World Bank, 22 novembre 2022, <https://www.banquemonde.org/fr/news/feature/2022/11/16/costa-rica-s-forest-conservation-pays-off>.

« L'écotourisme et le Costa Rica ». Costa Rica Découverte, AFP, « Sheinbaum a rejeté l'offre de Trump d'envoyer l'armée américaine au Mexique », 3 mai 2025 <https://www.ledevoir.com/monde/ameriques/875404/sheinbaum-rejete-offre-trump-envoyer-armee-americaine-mexique?>

## **[AMERIQUE LATINE] UN NOUVEL ÉLAN POUR LA COOPÉRATION ENTRE L'AMÉRIQUE LATINE, LES CARAÏBES ET L'OCDE**

Cardenas, Vanessa « Colombia y el atentado a Miguel Uribe Turbay: una violencia que muta », Ciper Chile, 16 juin 2025 : <https://www.ciperchile.cl/2025/06/16/colombia-y-el-atentado-a-miguel-uribe-turbay-una-violencia-que-muta/>

Carlos Cueto, José. « Atentado contra Miguel Uribe Turbay: los miles de menores que durante décadas han sido reclutados por grupos armados para matar en Colombia », BBC News, 9 juin 2025 : Agence Française de Développement. « Le Groupe AFD à la Semaine de l'Amérique Latine et des Caraïbes ». AFD, 2025, <https://www.afd.fr/fr/actualites/agenda/le-groupe-afd-la-semaine-de-lamerique-latine-et-des-caraibes-0>

Delcas, Marie. « Tensions politiques en Colombie après une tentative d'assassinat contre un dirigeant de l'opposition », Le Monde, 9 juin 2025 : [https://www.lemonde.fr/international/article/2025/06/09/tensions-politiques-en-colombie-apres-une-tentative-d-assassinat-contre-un-dirigeant-de-l-opposition\\_6611727\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2025/06/09/tensions-politiques-en-colombie-apres-une-tentative-d-assassinat-contre-un-dirigeant-de-l-opposition_6611727_3210.html)

Gül Aydoğan Ađlarcı, Merve. « Le chef de l'ONU condamne la tentative d'assassinat contre un candidat à la présidentielle en Colombie », AA, 10 juin 2025 : Agence Française de Développement. « Le Groupe AFD à la Semaine de l'Amérique Latine et des Caraïbes ». AFD, 2025, <https://www.afd.fr/fr/actualites/agenda/le-groupe-afd-la-semaine-de-lamerique-latine-et-des-caraibes-0>

Pérez Gallardo, Maximiliano. « Una Colombia preelectoral y polarizada se estremece ante el atentado contra Miguel Uribe » 9 juin 2025 : Agence Française de Développement. « Le Groupe AFD à la Semaine de l'Amérique Latine et des Caraïbes ». AFD, 2025, <https://www.afd.fr/fr/actualites/agenda/le-groupe-afd-la-semaine-de-lamerique-latine-et-des-caraibes-0>

Rigendinger, Balz. « Suiza, por la paz en Colombia pese al revés del ELN », Swiss Info, 27 fevrier 2025 : <https://www.swissinfo.ch/spa/politica-exterior/suiza-por-la-paz-en-colombia-pese-al-rev%C3%A9s-del-eln/88909305>

« Avec le retour de la violence politique, la Colombie craint de revivre le « cauchemar » des années 1980 », Courrier international, 14 juin 2025 : Agence Française de Développement. « Le Groupe AFD à la Semaine de l'Amérique Latine et des Caraïbes ». AFD, 2025, <https://www.afd.fr/fr/actualites/agenda/le-groupe-afd-la-semaine-de-lamerique-latine-et-des-caraibes-0>

« Colombie : alors que le candidat blessé lutte « pour sa vie », le tireur inculpé », France 24, 10 juin 2025 Agence Française de Développement. « Le Groupe AFD à la Semaine de l'Amérique Latine et des Caraïbes ». AFD, 2025, <https://www.afd.fr/fr/actualites/agenda/le-groupe-afd-la-semaine-de-lamerique-latine-et-des-caraibes-0>

« Colombie : en dépit des violences, la paix demeure un horizon tangible », News UN, 22 avril 2025 : <https://news.un.org/fr/story/2025/04/1154926>

« La Colombie suspend les négociations de paix avec l'ELN après des violences meurtrières », Le Monde, 17 janvier 2025 : Agence Française de Développement. « Le Groupe AFD à la Semaine de l'Amérique Latine et des Caraïbes ». AFD, 2025, <https://www.afd.fr/fr/actualites/agenda/le-groupe-afd-la-semaine-de-lamerique-latine-et-des-caraibes-0>

« Posibles implicados y motivos: esto se sabe del intento de asesinato del senador colombiano Miguel Uribe », France 24, 23 juin 2025 :

Agence Française de Développement. « Le Groupe AFD à la Semaine de l'Amérique Latine et des Caraïbes » . AFD, 2025, <https://www.afd.fr/fr/actualites/agenda/le-groupe-afd-la-semaine-de-lamerique-latine-et-des-caraibes-0>

« Que se sabe del atentado contra Miguel Uribe Turbay, el precandidato a la presidencia de Colombia que recibio varios impactos de bala », BBC News, 8 juin 2025 :

Agence Française de Développement. « Le Groupe AFD à la Semaine de l'Amérique Latine et des Caraïbes » . AFD, 2025, <https://www.afd.fr/fr/actualites/agenda/le-groupe-afd-la-semaine-de-lamerique-latine-et-des-caraibes-0>

Sitographie :

Auteurs multiples, « Asi le contamos el atentado contra Miguel Uribe Turbay », El Pais, 13 juin 2025 : <https://elpais.com/america-colombia/2025-06-13/las-ultimas-noticias-del-atentado-contra-miguel-uribe-turbay-en-directo.html>

Defensoria del Pueblo, Reporte sobre casos de reclutamiento conocidos por la Defensoria del Pueblo durante 2024, 21 janvier 2025 : <https://www.defensoria.gov.co/-/reporte-sobre-casos-de-reclutamiento-conocidos-por-la-defensor%C3%ADa-del-pueblo-durante-2024>

Freedom House, Freedom in the world 2025: Colombia :

Agence Française de Développement. « Le Groupe AFD à la Semaine de l'Amérique Latine et des Caraïbes » . AFD, 2025, <https://www.afd.fr/fr/actualites/agenda/le-groupe-afd-la-semaine-de-lamerique-latine-et-des-caraibes-0>

## **[EURASIE] COUP D'ÉCLAT UKRAINIEN ET INTENSIFICATION RUSSE : L'ESCALADE TECHNIQUE ET MILITAIRE DU CONFLIT.**

Blomfield, Adrian. « Opération Toile d'araignée : et soudain, la guerre a fait irruption en Sibérie ». Courrier international, 2 juin 2025, <https://www.courrierinternational.com/article/recit-operation-toile-d-araignee-et-soudain-la-guerre-a-fait-irruption-en-siberie> 231502

Courrier international. « L'opération Toile d'araignée, un "triomphe ukrainien" ». Courrier international, 2 juin 2025, <https://www.courrierinternational.com/article/vu-de-kiev-l-operation-toile-d-araignee-un-triomphe-ukrainien> 231545

Courrier international. « L'Ukraine mène une "opération d'exception" contre l'aviation russe ». Courrier international, 2 juin 2025, <https://www.courrierinternational.com/article/guerre-en-ukraine-l-ukraine-mene-une-operation-d-exception-contre-l-aviation-russe> 231496

Courrier international. « En Ukraine, l'avancée inexorable des Russes vers Soumy ». Courrier international, 3 juin 2025, <https://www.courrierinternational.com/article/vu-de-kiev-en-ukraine-l-avancee-inexorable-des-russes-vers-soumy> 231490

Courrier international. « Kharkiv, une nuit sous les bombes russes ». Courrier international, 7 juin 2025, <https://www.courrierinternational.com/article/guerre-en-ukraine-kharkiv-une-nuit-sous-les-bombes-russes> 231769

Courrier international. « L'Ukraine essuie les frappes aériennes russes "les plus massives" depuis le début de la guerre ». Courrier international, 30 juin 2025, <https://www.courrierinternational.com/article/conflit-l-ukraine-essuie-les-frappes-aeriennes-russes-les-plus-massives-depuis-le-debut-de-la-guerre> 232542

## [EUROPE] UNOC 2025 : L'AVENIR DES OCÉANS

Bachler, Eve. « Entre progrès et regrets, la troisième Conférence des Nations unies sur l'Océan touche à sa fin ». [Touteleurope.eu](https://www.touteleurope.eu/environnement/entre-progres-et-regrets-la-troisieme-conference-des-nations-unies-sur-l-ocean-touche-a-sa-fin), 13 juin 2025, [www.touteleurope.eu/environnement/entre-progres-et-regrets-la-troisieme-conference-des-nations-unies-sur-l-ocean-touche-a-sa-fin](https://www.touteleurope.eu/environnement/entre-progres-et-regrets-la-troisieme-conference-des-nations-unies-sur-l-ocean-touche-a-sa-fin).

« La géopolitique des océans | Expliquez-moi... - IRIS ». IRIS, 10 décembre 2024, [www.iris-france.org/la-geopolitique-des-oceans-expliquez-moi](https://www.iris-france.org/la-geopolitique-des-oceans-expliquez-moi).

« Objectifs de développement ». UNDP, [www.undp.org/fr/sustainable-development-goals#:~:text=de%20d%C3%A9veloppement%20durable%20%3F-,Les%20Objectifs%20de%20d%C3%A9veloppement%20durable%20\(ODD\)%2C%20%C3%A9galement%20nomm%C3%A9s%20Objectifs,prosp%C3%A9rit%C3%A9%20d'ici%20%C3%A0%202030](https://www.undp.org/fr/sustainable-development-goals#:~:text=de%20d%C3%A9veloppement%20durable%20%3F-,Les%20Objectifs%20de%20d%C3%A9veloppement%20durable%20(ODD)%2C%20%C3%A9galement%20nomm%C3%A9s%20Objectifs,prosp%C3%A9rit%C3%A9%20d'ici%20%C3%A0%202030).

« Tout savoir sur l'UNOC-3 en 5 questions ». Ministère de la Transition Écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche, [www.mer.gouv.fr/tout-savoir-sur-lunoc-3-en-5-questions](https://www.mer.gouv.fr/tout-savoir-sur-lunoc-3-en-5-questions).

United Nations. « Les effets du changement climatique sur les océans | Nations Unies ». United Nations, [www.un.org/fr/climatechange/science/climate-issues/ocean-impacts](https://www.un.org/fr/climatechange/science/climate-issues/ocean-impacts).

## [EUROPE] L'ESPAGNE DIT NON À L'OTAN

France again tops list as world's favourite tourist destination, <https://www.france24.com/en/live-news/20250121-france-holds-off-spain-as-world-s-tourist-favourite>, 21 janvier 2025, consulté le 12 juillet 2025.

How Spain's economy became the envy of Europe, <https://www.bbc.com/news/articles/c5y7jmllyx02o>, 10 février 2025, consulté le 12 juillet 2025.

Spain strikes deal with NATO to be exempt from 5 percent defence spending target, <https://www.france24.com/en/europe/20250622-spain-strikes-deal-with-nato-to-be-exempt-from-5-percent-defence-spending-target>, 22 juin 2025, consulté le 12 juillet 2025.

NATO's new villain: Spain, <https://www.politico.eu/article/spain-nato-canada-defense-target-spending-gdp/>, 24 juin 2025, consulté le 12 juillet 2025.

Spain's leader sticks by decision to break with NATO spending goal despite Trump tariff threats, <https://apnews.com/article/donald-trump-spain-pedro-sanchez-tariff-a84ed280548742e2ba79822d08a36473>, 26 juin 2025, consulté le 12 juillet 2025.

Gray Andrew, Siebold Sabine, Bayer Lili, Cantero Ana et Gray Andrew, « NATO agrees to higher defence spending goal, Spain says it is opting out », Reuters, 23 juin 2025 p.

Jones Sam, « Spain rejects Nato plan for member states to spend 5% of GDP on defence », The Guardian, 19 juin 2025

Kheniche Ouafia, Comment expliquer la bonne santé économique de l'Espagne ?, <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-journal-de-l-eco/comment-expliquer-la-bonne-sante-economique-de-l-espagne-4980444>, 7 mars 2025, consulté le 12 juillet 2025.

Zhuang Yan et Bigg Matthew Mpoke, « World Leaders React to the U.S. Strikes on Iran », The New York Times, 22 juin 2025 p.

« Spain PM accuses Israel of genocide in Gaza », 26 juin 2025 p.

« European and Arab nations gather in Spain to urge an end to Israel's war in Gaza », 26 mai 2025

« Derrière l'exceptionnelle croissance de l'Espagne, le tourisme, l'immigration et les fonds de relance européens », 31 janv. 2025 p.

GDP Annual Growth Rate - Countries - List | Europe, [Access2Markets](https://trade.ec.europa.eu/access-to-markets/fr/content/accord-dassociation-ue-israel?utm_source=chatgpt.com). « Accord d'association UE-Israël », [Access2Markets](https://trade.ec.europa.eu/access-to-markets/fr/content/accord-dassociation-ue-israel?utm_source=chatgpt.com). [https://trade.ec.europa.eu/access-to-markets/fr/content/accord-dassociation-ue-israel?utm\\_source=chatgpt.com](https://trade.ec.europa.eu/access-to-markets/fr/content/accord-dassociation-ue-israel?utm_source=chatgpt.com), consulté le 3 juin 2025.

GDP Annual Growth Rate - Countries - List | Europe, <https://tradingeconomics.com/country-list/gdp-annual-growth-rate?continent=europe>, consulté le 12 juillet 2025.

General government statistics, <https://www.bde.es/webbe/en/estadisticas/temas/administraciones-publicas.html>, consulté le 12 juillet 2025.

The Spanish economy grew 3.2% in 2024: Why is it outperforming peers?, <https://www.euronews.com/business/2025/03/26/the-spanish-economy-grew-32-in-2024-why-is-it-outperforming-peers>, 11:39:53 +01:00, consulté le 12 juillet 2025.

## **[INDOPACIFIQUE] LA THAÏLANDE AU CŒUR D'UNE CRISE POLITIQUE AGGRAVÉE PAR LES TENSIONS AVEC LE CAMBODGE**

AFP. « Embattled Thai PM reshuffles cabinet as crisis rages ». France 24, 23 juin 2025, <https://www.france24.com/en/live-news/20250623-embattled-thai-pm-reshuffles-cabinet-as-crisis-rages>. Consulté le 15 juillet 2025.

Cheang, Sopheng, et Jintamas Saksornchai. « A look at soaring border tensions between Cambodia and Thailand ». The Associated Press, 18 juin 2025, <https://apnews.com/article/cambodia-thailand-border-conflict-explainer-6a897419733edb91a76fffa31d4aba15>. Consulté le 15 juillet 2025.

Göksel, Oğuzhan, et Natavan Huseynova. « Rise and Fall of the “Guardians of the State”? A Comparative Study of Coup Culture in Argentina, Turkey and Thailand ». International Journal of Politics, Culture, and Society, vol. 38, n°2, 2025, <https://doi.org/10.1007/s10767-025-09522-8>. Consulté le 15 juillet 2025.

Le Figaro avec AFP. « Thaïlande : la première ministre échappe à une motion de censure ». Le Figaro, 26 mars 2025, <https://www.lefigaro.fr/international/thaïlande-la-premiere-ministre-echappe-a-une-motion-de-censure-20250326>. Consulté le 15 juillet 2025.

Saksornchai, Jintamas. « Cambodia ex-leader Hun Sen and Thailand's prime minister make separate visits to tense border areas ». The Associated Press, 19 juin 2025, <https://apnews.com/article/cambodia-thailand-border-visits-hun-sen-7f2d552cc904f80fc0e88935413dcaf9>. Consulté le 15 juillet 2025.

Strangio, Sebastian. « Cambodia Says It Will Take Thai Border Dispute to International Court ». The Diplomat, 3 juin 2025, <https://thediplomat.com/2025/06/cambodia-says-it-will-take-thai-border-dispute-to-international-court/>. Consulté le 15 juillet 2025.

## [PROCHE ET MOYEN ORIENT] AU-DELÀ DE LA LUTTE DES HOUTHIS, UNE POPULATION YÉMÉNITE QUI PÉRIT SILENCIEUSEMENT ?

Assma, Maad. « Qui sont les rebelles houthistes du Yémen ? ». *Le Monde*, 5 mai 2025, [https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2025/05/05/qui-sont-les-rebelles-houthistes-du-yemen\\_6203853\\_4355771.html](https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2025/05/05/qui-sont-les-rebelles-houthistes-du-yemen_6203853_4355771.html).

« Israël, Yémen : Enquêter sur les attaques contre les aéroports en tant que crimes de guerre. » *Human Rights Watch*, 3 juin 2025, <https://www.hrw.org/fr/news/2025/06/03/israel-yemen-enqueter-sur-les-attaques-contre-les-aeroports-en-tant-que-crimes-de>.

Thiévon, Kévin. « L'Axe de la résistance : les proxys de l'Iran depuis le 7 octobre 2023 ». *Politique étrangère*, 2024/4 Hiver, 2024. p.115-127. CAIRN.INFO, [shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2024-4-page-115?lang=fr](https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2024-4-page-115?lang=fr).

« Yémen : l'arrêt brutal et irresponsable de l'aide américaine aggrave la crise humanitaire et met en danger des millions de personnes. » *Amnesty International France*, 14 avril 2025, [https://www.amnesty.fr/conflits-armes-et-populations/actualites/crise-humanitaire-au-yemen-arret-aide-americaine#:~:text=4%2C8%20millionsde%20personnes,des%20Nations%20unies%20\(OCHA\)](https://www.amnesty.fr/conflits-armes-et-populations/actualites/crise-humanitaire-au-yemen-arret-aide-americaine#:~:text=4%2C8%20millionsde%20personnes,des%20Nations%20unies%20(OCHA)).

« Yémen : les Houthis menacent d'attaquer les navires américains si les États-Unis frappent l'Iran. » *Marine & Océans*, 21 juin 2025, <https://marine-oceans.com/actualites/yemen-les-houthis-menacent-dattaquer-les-navires-americains-si-les-etats-unis-frappent-liran/>.

« Yémen : les Houthis menacent d'attaquer les navires américains en mer Rouge si les États-Unis frappent l'Iran. » *YouTube*, chaîne ARTE, 21 juin 2025, [www.youtube.com/watch?v=XJ6PsVONI8o](https://www.youtube.com/watch?v=XJ6PsVONI8o).



# SOURCES IMAGES

## **AMÉRIQUE DU NORD] LE BILAN MITIGÉ DU G7 AU CANADA : QUEL AVENIR POUR LE MULTILATÉRALISME ?**

Wikimédia Commons / Copyright : Cyfraw/ Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:G20\\_members\\_and\\_invited\\_states\\_2024.svg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:G20_members_and_invited_states_2024.svg)

Wikimédia Commons / Copyright : European Communities/ Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Participation\\_of\\_Ursula\\_von\\_der\\_Leyen,\\_President\\_of\\_the\\_European\\_Commission,\\_to\\_the\\_G7\\_Summit.jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Participation_of_Ursula_von_der_Leyen,_President_of_the_European_Commission,_to_the_G7_Summit.jpg)

Wikimédia Commons / Copyright : Ministerie van Buitenlandse Zaken/ Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:OTAN\\_Summit\\_2025\\_-\\_June\\_25,\\_2025\\_\(54611827592\).jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:OTAN_Summit_2025_-_June_25,_2025_(54611827592).jpg)

## **[AMÉRIQUE DU NORD] « NUCLÉAIRE IRANIEN : LA GUERRE DES DOUZE JOURS**

Wikimédia Commons/ Copyright : Sémhur / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Iran\\_nuclear\\_program\\_map-fr.svg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Iran_nuclear_program_map-fr.svg)

## **[AMÉRIQUE LATINE] L'île de Gardi Sugdub et les premiers réfugiés climatiques d'Amérique du Sud**

Wikimédia Commons / Copyright : XcepticZP / 17 février 2008 / Utilisation non commerciale [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Small\\_Flag\\_of\\_the\\_United\\_Nations\\_ZP.svg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Small_Flag_of_the_United_Nations_ZP.svg)

## **AMÉRIQUE LATINE] LE COSTA RICA, LEADER MONDIAL DE L'ACTION ENVIRONNEMENTALE**

Wikimedia Common / Copyrights : Own Work BonniesPics / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Arenal\\_Volcano\\_in\\_Costa\\_Rica.JPG](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Arenal_Volcano_in_Costa_Rica.JPG)

Wikimedia Common / Copyrights : Rob Stoeltje / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Beach\\_of\\_Costa\\_Rica\\_%288440070258%29.jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Beach_of_Costa_Rica_%288440070258%29.jpg)

## **[EURASIE] COUP D'ÉCLAT UKRAINIEN ET INTENSIFICATION RUSSE : L'ESCALADE TECHNIQUE ET MILITAIRE DU CONFLIT.**

Wikimedia Commons / Copyright : АрмияInform / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:UA\\_military\\_FPV\\_drones\\_06.jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:UA_military_FPV_drones_06.jpg)

## **[EUROPE] UNOC 2025 : L'AVENIR DES OCÉANS**

Wikimédia Commons / Ricardo Stuckert / Utilisation non commerciale / [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:09.06.2025\\_-\\_Sess%C3%A3o\\_de\\_abertura\\_da\\_III\\_Confer%C3%A2ncia\\_das\\_Na%C3%A7%C3%B5es\\_Unidas\\_sobre\\_os\\_Oceanos\\_\(UNOC\\_3\)\\_\\_\(54577191154\).jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:09.06.2025_-_Sess%C3%A3o_de_abertura_da_III_Confer%C3%A2ncia_das_Na%C3%A7%C3%B5es_Unidas_sobre_os_Oceanos_(UNOC_3)__(54577191154).jpg)

## [EUROPE] L'ESPAGNE DIT NON À L'OTAN

Wikimedia commons / Emilio J. Rodriguez Posada / Utilisation non commerciale

[https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Congreso\\_de\\_los\\_Diputados\\_%2825759582642%29.jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Congreso_de_los_Diputados_%2825759582642%29.jpg)

## [INDOPACIFIQUE] La Thaïlande au cœur d'une crise politique aggravée par les tensions avec le Cambodge

Carte réalisée par Sarah Gruand avec Inkscape

Wikimédia Commons / Copyright : JAMRAT / Utilisation non commerciale / Lien :

[https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Temple\\_of\\_Preah\\_Vihear\\_-\\_panorama\\_\(6\).jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Temple_of_Preah_Vihear_-_panorama_(6).jpg)

Wikimédia Commons / Copyright : MGR Online VDO / Utilisation non commerciale / Lien :

[https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Paetongtarn\\_Shinawatra\\_2023-07-18.jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Paetongtarn_Shinawatra_2023-07-18.jpg)

## [PROCHE ET MOYEN ORIENT] Au-delà de la lutte des Houthis, une population yéménite qui périt silencieusement ?

Wikimédia Commons / Copyright : Yeghishedaviti / Utilisation non commerciale / Lien :

[https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Flag\\_Map\\_of\\_Ansarallah\\_%28Houthis%29.png](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Flag_Map_of_Ansarallah_%28Houthis%29.png)

Wikimédia Commons / Copyright : The New Arab Staff / Utilisation non commerciale / Lien :

[https://commons.m.wikimedia.org/wiki/File:Sanaa\\_International\\_Airport.jpg](https://commons.m.wikimedia.org/wiki/File:Sanaa_International_Airport.jpg)

Wikimédia Commons / Copyright : Francesco Bandarin / Utilisation non commerciale / Lien :

[https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Old\\_City\\_of\\_Sana%27a-111098.jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Old_City_of_Sana%27a-111098.jpg)

